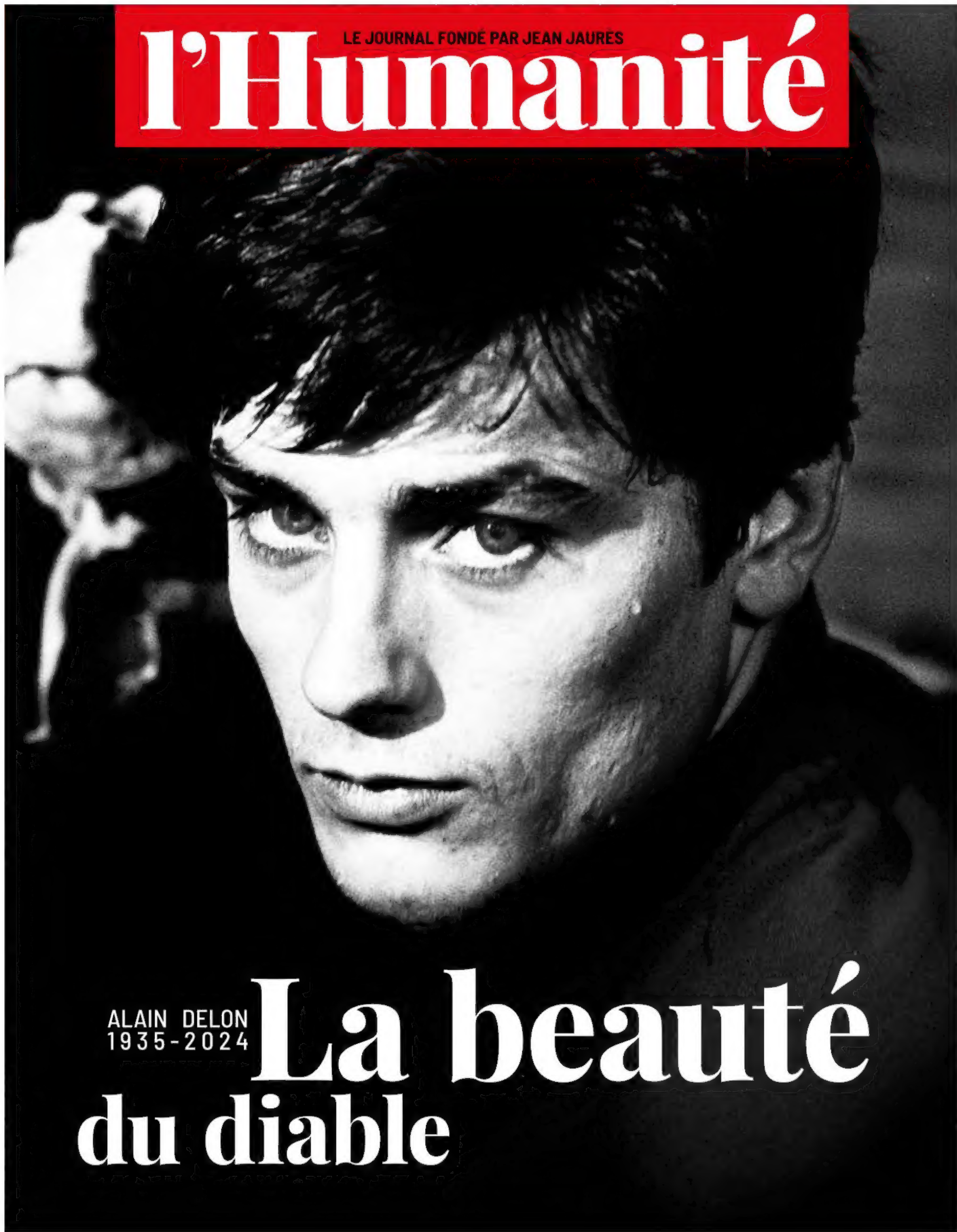


l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS



ALAIN DELON
1935-2024

La beauté du diable

M 00110 - 819 - F: 2,70 €
BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD





ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN
CRÉPEL

Insincérité

Retour à la case départ, serait-on tenté d'écrire. Après avoir balayé la nomination de Lucie Castets à Matignon, le président de la République s'en remet aux formations représentées à l'Assemblée nationale pour sortir du blocage institutionnel. Que de temps perdu avant d'admettre l'évidence : l'incapacité du chef de l'État à trouver une solution de rechange à un gouvernement de gauche. La logique démocratique voudrait qu'il se résigne à choisir comme première ministre la candidate désignée par le bloc arrivé en tête des élections législatives anticipées.

Oui, mais. Si la solution est évidente, pourquoi continuer de faire semblant en convoquant l'ensemble des partis comme si le résultat des élections n'existait pas ? La méthode même choisie par Emmanuel Macron montre l'insincérité de sa démarche : le président n'a aucunement l'intention de s'en remettre au verdict des urnes, et travaille à une issue qui en est l'exact opposé. Une sorte d'alliance des battus de droite et du centre, ripolinée en coalition gagnante.

Le seul trône est celui de la volonté des citoyens, et le chef de l'État n'a d'autre rôle que de s'y soumettre.

Emmanuel Macron n'est pas au-dessus de la Constitution, dont la raison d'être est de faire reculer l'absolutisme des pouvoirs. Le seul trône est celui de la volonté des citoyens, et le chef de l'État n'a d'autre rôle que de s'y soumettre et de la faire respecter. L'initiative de la France insoumise, sous la forme d'un avertissement solennel quant au possible recours à l'article 68 qui codifie la destitution du président de la République par le Parlement, a le mérite de rappeler ce qu'il pourrait en coûter au chef de l'État de manquer à son devoir. Mais outre que la procédure est tout sauf « simple », contrairement à ce qu'avancent les insoumis, il ne faut pas souhaiter qu'elle aboutisse – la probabilité est infime –, car elle ouvrirait la porte à une nouvelle aventure politique pleine de dangers pour la France et son peuple, essorés par les épreuves électorales successives. Et elle nous éloignerait encore de la question de l'heure, qui est de sortir par le haut du coup de force voulu par Emmanuel Macron. C'est vers cette issue conforme au scrutin législatif que doivent aujourd'hui converger tous les efforts de la gauche. ■

Alain Delon, une légende et ses mythes

DISPARITION Géant du cinéma français, l'acteur est mort à l'âge de 88 ans, dimanche. Après René Clément, Visconti, Melville, il a lui-même construit à travers une centaine de films son univers de flics et de truands, jusqu'à se couper du monde réel.

Il n'était pas un saint et n'a jamais prétendu l'être. Difficile quand on a un peu la beauté du diable et même si Visconti, en 1960, en fait dans *Rocco et ses frères* une sorte d'archange se sacrifiant pour son frère perdu, Simone. Quelques mois plus tôt, c'est le personnage de Tom Ripley dans *Plein Soleil* qui le révèle. Manipulateur, cynique et assassin, quand bien même on entrevoit en lui comme la fêlure des humiliations subies à n'être qu'un domestique de luxe dans le film, un enfant rejeté dans la vie, peut-être. C'est déjà la marque d'Alain Delon, décédé dimanche 18 août à l'âge de 88 ans. On le retrouvera dans plus de 90 films, sans compter les téléfilms et les apparitions au théâtre. Le regard bleu parfois glacial, le visage fermé, le sourire inquiétant, le corps qui occupe l'espace, un peu comme un félin. La tendresse, ce n'était pas trop son truc, même quand il dit à Claudia Cardinale dans *le Guépard* qu'il veut qu'elle soit sa femme et non pas une maîtresse.

Le Guépard, bien sûr, et Tancredi, le neveu désargenté du prince Salina. On dirait que Visconti, dont on peut préjuger au passage qu'il n'était pas insensible à sa beauté, a su, comme peu d'autres, faire coller le personnage à la vérité de l'acteur. Tancredi ne calcule pas. Il est dans des phases de sincérité successives. Garibaldien quand il le faut, satisfait de son mariage avec Angelica quand on fusille ses anciens compagnons d'armes et que, selon la célèbre formule qu'il donne

à son oncle comme explication des temps nouveaux, il fallait que tout change pour que tout reste comme avant.

Mais parle-t-on de Delon, Alain, né en 1935 à Sceaux, dans ce qui est actuellement les Hauts-de-Seine, ou de son image, ou plutôt ses images ? Son père dirige un cinéma à Bourg-la-Reine, sa mère travaille dans une pharmacie. Mais il a quatre ans lorsqu'ils divorcent et qu'il est confié à une famille d'accueil où le père est gardien

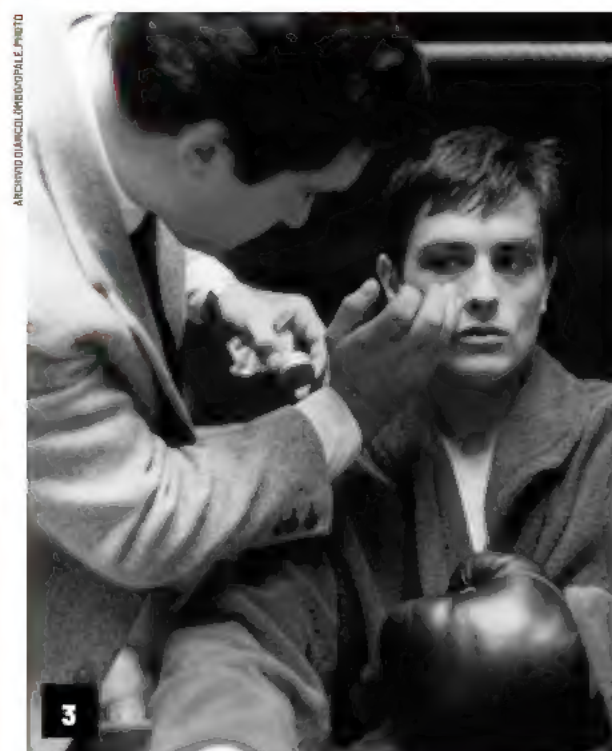
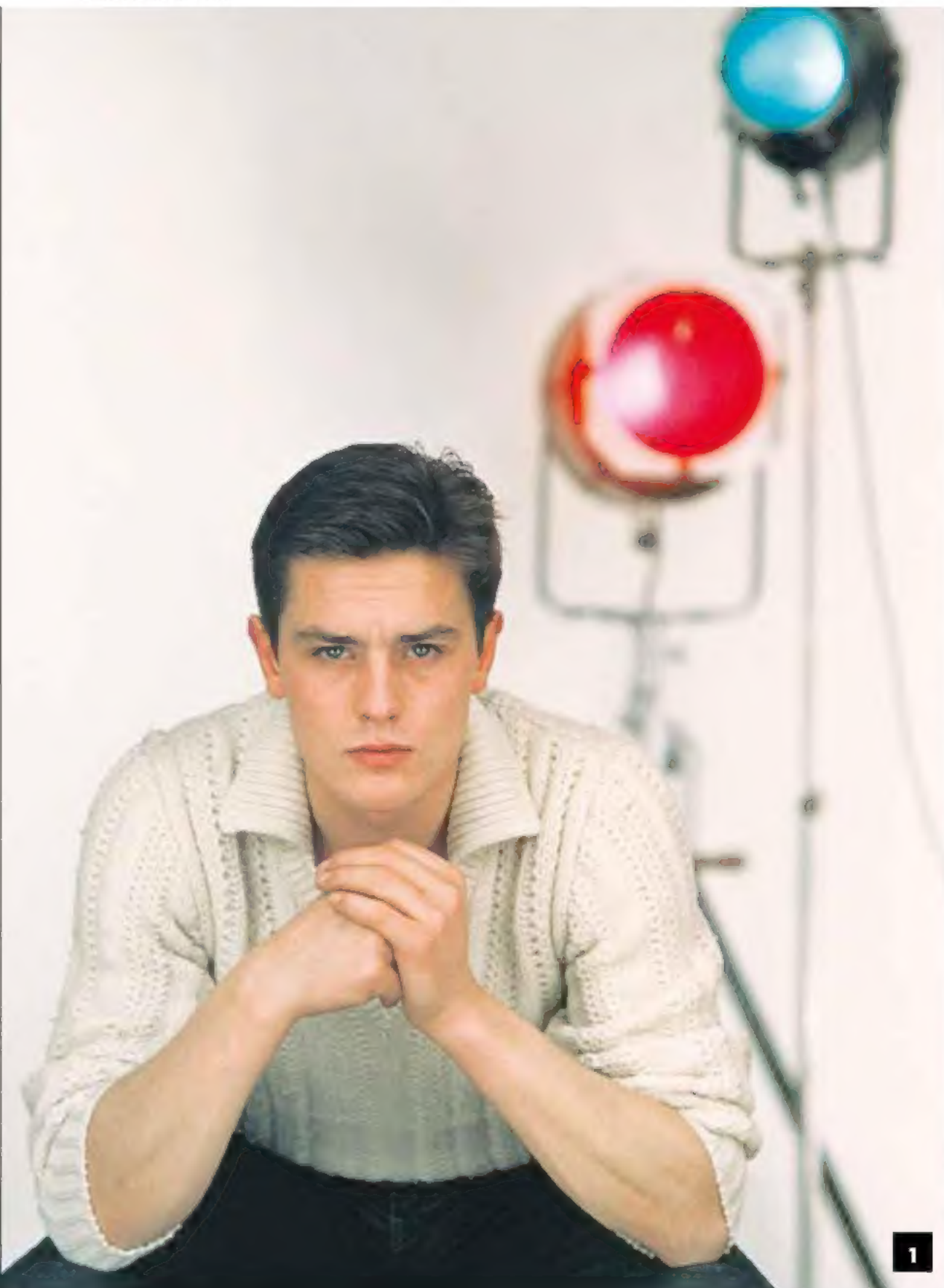
de prison à Fresnes. Placé dans une pension catholique, il est renvoyé à plusieurs reprises et en arrive à préparer un CAP de charcuterie auprès de l'homme que sa mère a épousé en secondes noces. À 17 ans, il s'engage dans la marine nationale. Après un vol de matériel, il est invité à partir ou à prolonger son engagement pour trois ou cinq ans. Ce sera à Saïgon pendant la guerre d'Indochine. Vers la fin de sa période, il est mis aux arrêts après le vol d'une Jeep. Ce n'est pas pour autant qu'il rejette la chose militaire, au contraire.

LES DÉBUTS

Il a déjà 21 ans quand il rentre à Paris où il enchaîne les petits boulots comme les fréquentations douteuses. Jean-Claude Brialy le remarque à Saint-Germain-des-Près où il a rencontré l'actrice Brigitte Auber et l'invite au Festival de Cannes. Sa belle gueule, ange et un peu voyou, lui ouvre un peu plus que les portes. En 1957, il a un premier rôle dans *Quand la femme s'en mêle* d'Yves Allégret en 1958, c'est *Christine* avec Romy Schneider et Brialy. Dans *Sois belle et tais-toi* de Marc Allégret, il croise déjà Belmondo. Il tourne régulièrement mais après le succès de *Plein Soleil* (1960), c'est le prix spécial du jury à Venise pour *Rocco et ses frères*, la même année, qui l'installe dans la lumière avec Annie Girardot, bouleversante. Il enchaîne avec *l'Éclipse* (1962) d'Antonioni, avec à ses côtés Monica Vitti et, en 1963, la Palme d'or du Festival de Cannes pour *le Guépard* et le Golden globe du meilleur

film en langue étrangère aux États-Unis pour *Mélie en sous-sol*, d'Henri Verneuil, avec celui qui est toujours le plus grand acteur français, Jean Gabin, le propulsent au premier rang de ceux de sa génération, lui qui dit l'être devenu « par accident ». Il songe déjà à la production de films. Il le fera, en 1964, avec un film audacieux, *l'Insoumis*, d'Alain Cavalier, autour de l'OAS, censuré pour partie après avoir été interdit et resté confidentiel. ■■■

Sa belle gueule, ange et voyou, lui ouvre un peu plus que les portes.



1) En 1963.

2) Avec Claudia Cardinale, dans *le Guépard*.

3) Sur le tournage de *Rocco et ses frères*, en 1960.

4) Avec Romy Schneider, sa partenaire dans *la Piscine*.

5) Avec Jean-Paul Belmondo, son éternel rival, et Jean Gabin.



TITANUS / SOCIÉTÉ NOUVELLE PATHE / COLLECTION CHRISTOPHE VIA AFP

ARCHIVO DIANCOLI/OPALE PHOTO

PICTOGRAMMA-GRANDVAL GETTY IMAGES

SNL / TRITONE CINEMATOGRAFICA

■ Dès lors on suit, en même temps que s'allonge la liste des films, la chronique de ses amours. Il y avait eu Dalida, en 1956, avec qui il chantera plus tard *Paroles, paroles*, Brigitte Auber, Michèle Cordoue, la femme, donc, d'Yves Allégret, Romy Schneider avec une romance qui dure cinq ans, Francine Canovas qui deviendra Nathalie Delon. En 1964, ils ont un fils, Anthony. Il enchaîne les tournages en s'offrant même le luxe de résilier un contrat à Hollywood. On retient les *Centurions*, le rôle de Chaban-Delmas dans *Paris brûle-t-il*, les *Aventuriers* de Robert Enrico avec Lino Ventura et la lumineuse Joanna Shimkus.

RÉALITÉ OU FICTION ?

1967. *Le Samouraï* s'ouvre sur une citation du Bushido, la voie du guerrier au Japon : « Il n'est pire solitude que celle du samouraï, si ce n'est celle du tigre dans la jungle, peut-être ». Avec ce film, Jean-Pierre Melville et lui créent une esthétique et comme une mystique. Jeff Costello est un tueur à gages presque mutique, impassible et dont on ne connaît rien sauf sa façon de lisser le bord de son feutre et la chambre qu'il occupe avec un canari dans une cage. Le personnage acquiert une dimension d'un hiératisme tragique que Melville va décliner. Le grand banditisme devient un cérémonial entre hommes où les femmes ne sont que des maîtresses. Dans le *Cercle rouge* (1970), Delon est aux côtés de Gian Maria Volonte et Yves Montand. Bourvil, exceptionnel dans le rôle du commissaire qui les traque, est comme une incarnation du destin. Dans *Un flic* (1972), c'est Delon le flic, mais comme en miroir.

À la fin des années 1960, la réalité semble se confondre pour partie avec la fiction. Son garde du corps, Stevan Markovic, est retrouvé mort dans une décharge et un de ses amis, François Marcantoni, est accusé de l'assassinat. Il est soupçonné, interrogé à plusieurs reprises. Ses fréquentations anciennes ou présentes ne plaident pas en sa faveur. L'affaire prendra des proportions considérables en impliquant jusqu'au premier ministre Georges Pompidou et son épouse, Claude. Rien ne sera retenu contre lui, et le fin mot de l'affaire ne sera jamais connu. Au même moment, il tourne *la Piscine* (1969) de Jacques Deray. Là, il n'est pas truand, ni flic, mais quand même assassin. Il retrouve Romy Schneider, découvre Jane Birkin et, pour la deuxième fois, il tue Maurice Ronet. Drôle d'histoire. C'est aussi une réussite.

Son personnage de flic ou truand, il va en abuser dans nombre de films dont il est lui-même le producteur, en même temps qu'il fait prospérer sa marque, ses affaires, enrichit sa collection d'œuvres d'art. *Borsalino* (1970) fait exception avec l'amitié de jeunes caïds qui se noue à coups de poing entre lui et Belmondo. On retrouve cependant le Delon de glace lorsqu'il liquide dans le foyer d'une locomotive le chef du gang adverse. Il sort du genre sous la conduite

de Joseph Losey pour l'*Assassinat de Trotsky* (1972) et surtout l'exceptionnel *Monsieur Klein* (1976) où son apparente indifférence aux événements, en l'occurrence la rafle du Vél' d'Hiv, ne laisse rien présager de son geste final. Dans *la Veuve Couderc*, en 1971, il tourne avec Simone Signoret. Dans *Traitement de choc* (1973), il retrouve Annie Girardot et profite d'une scène de dispute pour la gifler plus violemment que prévu, en raison de son infidélité d'alors à son grand ami Renato Salvatori. Côté cœur, Mireille Darc a succédé à Nathalie. Ils resteront toujours amis. En 1985, il est récompensé par le César du meilleur acteur pour *Notre Histoire* de Bertrand Blier. Godard avec *Nouvelle Vague*, en 1990, lui donne une sorte de brevet intello, mais sa grande période s'achève, les vrais succès se font rares et Bernard-Henri Lévy lui offre le premier et retentissant échec de sa carrière avec *le Jour et la Nuit* dont la prétention n'a d'égale que la vacuité. Il revient cependant au théâtre à plusieurs reprises, dans des téléfilms, au cinéma aussi, parfois dans des galères comme avec le rôle de Jules César dans *Astérix aux jeux Olympiques* en 2008.

En mai 2019, il reçoit la palme d'honneur du Festival de Cannes pour l'ensemble de sa carrière. Avec les

années 2000, le temps est venu des hommages et des bouquets de fleurs. Le temps aussi du retrait, que ce soit en Suisse ou en France dans sa propriété de Douchy, à l'abri de son mur d'enceinte, avec ses chiens. « Je hais cette époque, je la vomis », dit-il en 2018 dans un entretien à *Paris-Match*. Alain Delon dans la vie était souvent violent, son fils en a témoigné dans son livre appelé, précisément, *Entre chien et loup* (éditions Points). Le

monde mythique des amitiés viriles, régi par le code de l'honneur, pour lui était de droite, voire plus. Il rappelait sans problème qu'il connaissait Jean-Marie Le Pen depuis des décennies et les archives biographiques sont bavardes où l'on découvre une photo, prise en 1973, alors qu'il tourne *Zorro* en Espagne. Il pose avec Léon Degrelle, le chef des rexistes, réplique belge des nazis, engagé avec les SS

sur le front russe, réfugié en Espagne après-guerre et révisionniste quand il fallait nier l'indéniable. Une méprise, peut-être ? On voudrait le croire. En 2020, dans un autre entretien à *Paris-Match*, il déclarait : « J'étais très heureux quand j'étais Alain Delon au cinéma. Très heureux ». Oui, on préférerait. ■

MAURICE ULRICH

En 2019, l'acteur reçoit une Palme d'or d'honneur.
STÉPHANE MAHE / REUTERS

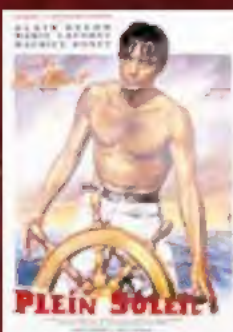


Godard, avec Nouvelle Vague, lui donne une sorte de brevet intello, mais sa grande période s'achève.



Rocco et ses frères
1960

Réalisé par Luchino Visconti, le film obtient le prix spécial du jury à la Mostra de Venise. Alain Delon y incarne, auprès d'Annie Girardot et de Renato Salvatori, l'un des fils, passionné de boxe, de l'humble Rosaria, qui a quitté sa Calabre pour Milan.



Plein Soleil
1960

Ce film du cinéaste français René Clément est adapté d'un roman de l'Américaine Patricia Highsmith. D'abord pressenti pour jouer le rôle du jeune héritier, Delon refuse et plaide pour incarner Tom, criminel dont il dit « partager le caractère de voyou ». Maurice Ronet lui donne la réplique.



L'Eclipse
1962

L'Italien Michelangelo Antonioni tourne ce film néoréaliste à Rome avec son actrice fétiche, Monica Vitti. Il obtient le prix spécial du jury au Festival de Cannes pour cette histoire de deux couples qui vivent la souffrance et une sorte de vide existentiel à la fin de leur amour.



Le Guépard
1963

Palme d'or à Cannes, Luchino Visconti adapte le roman de Lampedusa. Dans une Sicile chahutée par Garibaldi et ses chemises rouges – nous sommes en 1860 –, un prince joué par Burt Lancaster sent venir le déclin de l'aristocratie et marie son neveu Tancredi avec la fille d'un simple maire.

Un vendredi après-midi de janvier 2002, le téléphone a sonné à l'Humanité. Au bout du fil, une voix : « Allô Caroline Constant ? Ici Fabio Montale. » On a d'abord cru à une blague. Fabio Montale est le personnage littéraire créé par l'écrivain Jean-Claude Izzo. Et cette semaine-là, sur TF1, Fabio Montale était incarné par Alain Delon. Mais, au téléphone, c'était bien lui, l'interprète de *Monsieur Klein* et du *Guépard*, qui jouait pour la télé.

La minisérie avait rassemblé 12,5 millions de téléspectateurs et était ébréolée par la critique, non sur le fond, mais pour le nom du comédien qui, pour l'ensemble de la presse, ne pouvait pas jouer le héros profondément de gauche d'Izzo, parce qu'Alain Delon était lui-même très à droite. L'Humanité avait dénoncé cette polémique vaine et stupide : un acteur joue par définition un rôle, il n'est donc pas son personnage. Alain Delon avait aimé cette phrase, et il a donc proposé une rencontre, en toute simplicité.

UN FRANC-PARLER RARE

Un premier rendez-vous a été ajourné pour raisons médicales : l'acteur a envoyé des messages de soutien, et un énorme bouquet de fleurs. Lors de l'entretien qui a suivi, quelques semaines plus tard (publié dans l'Humanité hebdo du 31 août 2002), il s'est montré très investi, répondant sans détour aux questions, avec un franc-parler rare. À l'époque, le comédien était très moqué pour parler de lui à la troisième personne du singulier. En vérité, lorsqu'il parlait de lui, de ses sentiments, de ses convictions, il disait « je ». S'il parlait de Delon, la légende du cinéma, il utilisait le « il ». Comme pour mettre à distance un personnage un peu encombrant. « Pour moi, acteur, c'est le plus beau métier du monde, nous a-t-il dit alors. Un acteur vit quarante ou cinquante vies en une seule. C'est peut-être pour cette raison qu'ils vieillissent moins vite. » À 66 ans, Alain Delon avait déjà dit adieu au grand écran et investi la télévision. Avec fierté. Il racontait : « Le cinéma d'aujourd'hui ne m'intéresse pas. Je le trouve trop social ou trop confidentiel. Je

« Allô, l'Humanité ? Ici Fabio Montale... »

En 2002, à l'époque en butte à la critique pour son rôle dans la série télévisée inspirée du héros de Jean-Claude Izzo, l'acteur avait contacté directement la rédaction. Dans l'entretien aux accents intimistes qui avait suivi, il s'était expliqué sur ses adieux au cinéma.



Au début des années 2000, Delon incarne Fabio Montale à la télé. AJPICS / ALAMY STOCK PHOTO

préfère jouer Fabio Montale qu'un CRS dans un film de Mathieu Kassovitz. »

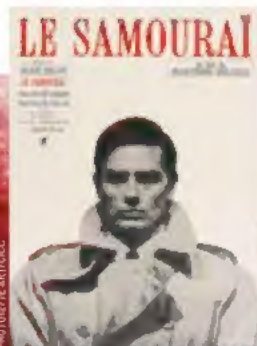
À la fin de l'entretien, Alain Delon a dégainé son portefeuille pour payer les consommations. À l'intérieur, se trouvaient des images de Photomaton des années 1960, en noir et blanc, visages rieurs, poses moqueuses. Sur ces photos intimes, il était en compagnie de Romy Schneider,

toute jeune, et de Luchino Visconti. « Je suis un fantôme qui vit parmi ses fantômes, nous a-t-il confié dans un soupir. Vous savez, j'ai eu tellement de chance dans ma vie. (...) J'ai tout eu, tout connu. Aujourd'hui, je préfère vivre avec mes souvenirs. Je suis un passéiste, définitivement. Parce que l'avenir, c'est la mort. On ne me verra jamais vieux et laid. Parce que je me

retirerai avant, ou que je mourrai. Et personne ne pourra effacer le Guépard, Rocco et ses frères, la Piscine, Plein Soleil... Ces films sont ce que j'ai de plus beau en moi, et ça me suffit. » ■

CAROLINE CONSTANT

Retrouvez l'entretien de 2002, « Delon dans la peau du lion », sur l'Humanité.fr



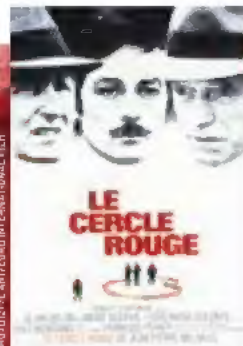
Le Samourai
1967

Dans ce film noir, le réalisateur, **Jean-Pierre Melville**, excelle à raconter les parcours croisés d'un tueur à gages professionnel incarné par Delon et d'un commissaire parisien qui veut l'arrêter, joué par François Périer.



La Piscine
1969

Le film réunit au cinéma Alain Delon et Romy Schneider, que l'acteur impose pour le rôle principal féminin, après s'être séparé d'elle quelques années plus tôt. C'est un drame de la jalousie tourné par **Jacques Deray** dans une propriété paradisiaque de la Côte d'Azur. Il y retrouve Maurice Ronet, rencontré dans *Plein Soleil*.



Le Cercle rouge
1970

Ce nouveau film de **Jean-Pierre Melville** voit Delon incarner un malfrat qui, à peine libéré de prison, accepte de reprendre le plan d'un cambriolage élaboré par un détenu mourant. C'est l'avant-dernier film de Bourvil, qui disparaît cette année-là.



Monsieur Klein
1976

Ce film dans lequel joue aussi Jeanne Moreau est réalisé par le Britannique **Joseph Losey**. Dans Paris occupé par les nazis en 1942, un riche marchand d'art profite du malheur des juifs, mais, bientôt, se retrouve lui-même englué dans un piège kafkaïen, ne parvenant pas à prouver qu'il n'est pas juif.



Avec Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, et Nicolas Sarkozy, locataire de Bercy, le 26 août 2004, lors de l'inauguration de l'esplanade Chaban-Delmas, dans le 7^e à Paris. JACK GUEZ / AFP

En politique, les fréquentations à droite toute d'Alain Delon

Amitiés avec des figures réactionnaires, propos homophobes et sexistes, apologie de la peine de mort : telle est la face sombre du comédien, qui n'a jamais caché ses engagements ultraconservateurs et son goût pour l'ordre et les codes virils.

Il aurait été facile de titrer *Mort d'un pourri*, d'après film de Georges Lautner sorti en 1977. C'aurait été faire fi de toutes les ambiguïtés du personnage à la personnalité double, trouble. Magnifique acteur à la beauté captivante, politiquement, Alain Delon s'est toujours situé sur une ligne de crête, entre gaullisme nostalgique et droitisme viriliste.

Acteur et voyou, mauvais garçon, il a tout d'un jeune Rastignac, prêt à tout pour décrocher ses premiers rôles, y compris coucher. Il jouera de sa beauté, de cette plastique sublime pour gravir les échelons qui le conduiront au sommet. Et de ses amitiés dont il ne se défera jamais, par fidélité. Chez Delon, on ne trahit pas. On scelle des pactes à la vie à la mort aussi bien avec ses maîtres en cinéma (Visconti, Clément, Melville) qu'avec des êtres peu recommandables, croisés au cours de virées nocturnes en Indochine ou dans les arrière-salles de cafés malfamés. La découverte du cadavre de son garde du corps Stevan Markovic, en 1968, jettera une ombre sur son aura.

Fasciné par les codes « d'honneur » du milieu qu'il fréquente dès son plus jeune âge, il aime l'ordre, la discipline, qu'il apprend à l'armée, lors de fréquents séjours au cachot pour désobéissance ou pour quelques menus larcins. Il se prononcera pour la peine de mort jusqu'à son abolition. Sa vision de la femme est d'une misogynie décomplexée. À l'image de certains des personnages qu'il incarnait à l'écran, ses

Chez Delon, on ne trahit pas. On scelle des pactes à la vie à la mort tant avec ses maîtres en cinéma qu'avec des êtres peu recommandables.

partenaires féminines étaient bonnes à baiser ou à gifler. Quant à l'homosexualité, il l'a toujours considérée comme « contrenature ». Et pour préciser sa pensée, il ajoutera à propos des homosexuels : « Qu'ils se marient entre eux, je m'en fous complètement ! Ce que je ne veux pas, c'est qu'ils adoptent. » Blessure d'enfance ? Quel Alain Delon parlait ? Celui abandonné par ses parents après leur divorce ? Obsédé par l'idée de famille, il soutiendra Christine Boutin dans sa croisade contre le mariage pour tous.

Ses fréquentations politiques se déploient sur un éventail à droite toute. En 1974 et 1981, l'acteur appelle à voter Valéry Giscard d'Estaing, puis Raymond Barre en 1988 et Nicolas Sarkozy en 2007. Il votera François Fillon au premier tour de la présidentielle de 2017 et déclarera être « resté chez lui » lors du second entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Il préférerait, de loin, le père – « un ami de longue date » – à la fille, disait-il.

Pris en flagrant délit d'amitiés lepénistes, il parlera de « points d'accord et de désaccord » qu'il aurait eus avec le chef de l'extrême droite française d'alors. Son amitié avec l'homme au bandeau faisait « jaser » mais « j'emmerde les gens », affirmait-il sur un ton à la fois goguenard et provocateur. À l'instar d'Éric Ciotti, premier à dégainer sur les réseaux sociaux pour saluer (lire ci-contre) tous les opportunistes rivalisant d'hommages franchouillards, tandis que l'étoile s'éclipse avec sa part d'ombre et de secrets. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

« Le bal est fini, Tancredi s'en est allé »

Les hommages de tous bords soulignent le destin exceptionnel d'une icône du cinéma. À l'extrême droite, on surfe sur l'amitié entretenue par l'acteur du *Guépard* avec Jean-Marie Le Pen.

« Il était un symbole de l'élégance, de la force, de la puissance et de la beauté française », a réagi, quelques heures après l'annonce de la mort d'Alain Delon, l'ancien ministre de la Culture Jack Lang. « Mélancolique, populaire, secret, il était plus qu'une star : un monument français », a pour sa part estimé Emmanuel Macron. Mais les réactions politiques au décès de l'acteur sont, dans un premier temps, surtout venues de l'extrême droite, surfant sur l'amitié jamais dissimulée qu'entretenait l'acteur avec Jean-Marie Le Pen. Pour Marion Maréchal, par exemple : « Cow-boy, cambrioleur, tueur à gages, Tancredi, César, Zorro, professeur, samouraï ou au bord d'une piscine, il a fait rêver les Français dans les salles obscures. » Éric Ciotti le réduit, pour sa part, à un « patriote sincère et homme de droite » qui « a toujours défendu une certaine idée de la France ».

« IL N'ÉTAIT PAS QUE BEAU »

Cette filiation d'Alain Delon avec le clan lepéniste est en grande partie liée à l'engagement commun de l'acteur et du fondateur du Front national durant la guerre d'Indochine. Fort heureusement, le regard de ceux qui l'ont véritablement connu ne se limite pas à ce naufrage politique. « Il revenait d'Indochine, il avait les cheveux courts et tout d'un coup, la rue s'est arrêtée. Mais il n'était pas que beau (...). D'ailleurs, il a passé sa vie à prouver au monde et à lui-même qu'il n'était pas que beau », raconte le photographe Jean-Marie Périer, auteur de certains des clichés les plus célèbres de « cette icône du cinéma », comme le qualifie le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel.

Le fils de Jean-Paul Belmondo, Paul, a quant à lui choisi de s'adresser directement au défunt comédien. « Alain, un jour vous m'avez dit que mon père vous manquait, aujourd'hui c'est vous qui allez nous manquer énormément », a-t-il écrit à l'annonce de la disparition de celui qui partagea l'affiche avec son père dans *Borsalino* mais fut également son éternel rival.

« Le bal est fini. Tancredi s'en est allé danser avec les étoiles », a de son côté déclaré Claudia Cardinale, sa partenaire de jeu dans le film de Luchino Visconti le *Guépard*, employant le nom du personnage qu'interprétait Alain Delon dans ce chef-d'œuvre. « Per sempre tua ("à toi pour toujours" – NDLR), Angelica », a conclu l'actrice italienne, signant du nom de son personnage dans ce film primé de la Palme d'or, à Cannes, en 1963. ■

ÉMILIEN URBACH

«Nos démocraties électorales ne sont pas, ou de façon inaccomplie, des démocraties représentatives.» **Paul Ricœur**

LA FEMME DU JOUR



Floriane Irangabiye

La journaliste burundaise a été remise en liberté vendredi 16 août après avoir été graciée par la présidence du pays. Arrêtée arbitrairement le 30 août 2022 à l'occasion d'un voyage au Burundi, Floriane Irangabiye, qui vivait alors au Rwanda, avait subi une semaine d'interrogatoire avant de faire l'objet d'un mandat d'arrêt le 8 septembre suivant. Le 2 mai 2023, elle avait été condamnée à dix ans de prison et une amende d'un million de francs burundais (environ 317 euros) pour « atteinte à l'intégrité du territoire national ». Son crime : avoir critiqué le pouvoir burundais sur Radio Igicaniro, un média en ligne à destination des réfugiés burundais au Rwanda. Floriane Irangabiye avait obtenu le soutien de Reporters sans frontières, Human Rights Watch et Action chrétienne pour l'abolition de la torture. ■

PIERRE-HENRI LAB



CACTUS 40

Les profiteurs de la dette

L'endettement des États fait le bonheur des banques. Les établissements européens affichent des bénéfices record au 2^e trimestre 2024. En tête, les banques espagnoles Santander et CaixaBank (5 milliards d'euros) et les françaises Crédit agricole, BPCE, BNP Paribas et Société générale (7,3 milliards d'euros).



C'EST UN MONDE

De si chères études

Le coût de la vie étudiante va augmenter de 2,25 % en 2024-2025, a calculé l'Unef. Cela représente une hausse des dépenses de 482,16 euros par an. Une augmentation relativement modérée après celle de 6,47 % l'an dernier. Mais cela porte à 27,76 % l'accroissement du coût de la vie étudiante depuis 2017.

L'œil de Maya

MARCHE BLANCHE À CALAIS



LA BONNE NOUVELLE La grève payante des mineurs d'Escondida

Faire grève, ça peut rapporter très gros. Après à peine trois jours de mobilisation, les 2 400 travailleurs d'Escondida, la plus grande mine de cuivre du monde, située dans le nord du Chili, ont « accepté la nouvelle proposition de l'entreprise », a annoncé dans un communiqué le syndicat n° 1. L'accord conclu avec le groupe australien BHP, qui exploite le gisement, porte sur les retraites et sur la couverture santé des mineurs. Il prévoit également le versement d'une prime de 31 700 euros à chacun

d'entre eux. Les salariés revendiquaient depuis de nombreuses années le versement d'une somme équivalant à 1 % de ce que les actionnaires perçoivent en dividendes. Le gouvernement chilien avait fait pression pour qu'un accord soit rapidement trouvé. La mine, dont est extrait chaque année un million de tonnes de cuivre, génère 15 % du PIB du pays et une précédente grève de 44 jours, en 2017, avait coûté 670 millions d'euros à l'État. Le prix de la tonne de cuivre pourrait atteindre 8 000 euros cette année. ■ P.-H. L.



L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vidéos Durant toute la période des jeux Olympiques et Paralympiques, le Secours populaire français et l'association les Cuisiniers solidaires proposent des ateliers cuisine et dégustation. Jeunes et familles précaires rencontrent des chefs et échangent autour de recettes concoctées ensemble. À Montreuil (Seine-Saint-Denis), c'était Guillaume Royer, meilleur ouvrier de France, qui partageait son savoir-faire dans la bonne humeur.

Disparition Esprit libre et indépendant, Georges Corm est mort le 14 août. Son analyse originale l'a amené à dénoncer les interventions politiques et militaires des puissances occidentales en Orient. Il était un ardent défenseur du droit à l'auto-détermination du peuple palestinien.

! C'EST UN SCANDALE

PwC complice d'escrocs

PricewaterhouseCoopers (PwC) vient de se voir infliger une amende de 15 millions de livres sterling (17,6 millions d'euros) par l'autorité britannique des marchés financiers (FCA). C'est la première fois au Royaume-Uni qu'un cabinet d'audit et d'expertise est ainsi sanctionné. Le gendarme des marchés reproche à PwC de ne pas avoir révélé ses soupçons sur l'existence d'activités frauduleuses de la part du fonds London Capital & Finance (LCF). La faillite de ce fonds, en 2019, a été l'un des scandales les plus retentissants de ces dernières années dans la City. LCF, créé en 2012, vendait des mini-obligations en promettant un rendement très attractif de 6,5 % à 8 % par an. Au total, près de 12 000 personnes avaient investi 237 millions de livres (278 millions d'euros) dans le fonds au moment de sa banqueroute. Le système mis en place s'apparentait à une pyramide de Ponzi, une escroquerie qui consiste à payer les intérêts aux clients avec les placements de nouveaux entrants. L'information n'a fait l'objet d'aucun commentaire de la part du gouvernement français. Il est vrai qu'elle est quelque peu embarrassante pour un pouvoir qui n'a de cesse d'accroître le recours aux services de PwC et consorts. ■



BONNET D'ÂNE

Attal et l'impôt participatif

Le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, continue de faire campagne sur son credo libéral pour s'imposer dans son propre camp. Alors qu'il ambitionne une réduction supplémentaire de la dépense publique de plusieurs dizaines de milliards d'euros qui fragilisera encore plus des services publics déjà exsangues, le démagogue de Matignon propose d'instaurer un « impôt participatif ». Autrement dit, les contribuables pourront flécher une partie de leur impôt vers les missions de l'État qu'ils souhaitent. Les marchands de canons pourront choisir la défense... Si elle venait à voir le jour, cette mesure, censée accroître le consentement à l'impôt, enfoncera un coin de plus dans la solidarité nationale en remettant en cause le principe de redistribution et d'allocation des moyens selon les besoins.

Emmanuel Macron et son « je veux » sur la langue



Depuis le 7 juillet, l'autoproclamé « maître des horloges » en est toujours à la case départ. XOSE BOUZAS/AFP

INSTITUTIONS À l'issue d'une consultation des partis le 23 août, le président devrait nommer un premier ministre après six semaines de vacance. En dépit de toute réalité politique, il souhaite que le futur chef du gouvernement ne remette pas en cause ses orientations économiques et sociales. À l'inverse de la gauche.

C'est une règle élémentaire de la conduite : on ne peut accélérer et freiner en même temps. Pas sans risquer d'abîmer le véhicule. Ce qui vaut ici pour l'automobile est aussi vrai en politique. Pourtant, depuis la fin de la « trêve olympique » qu'il avait unilatéralement décrétée pour gagner du temps, Emmanuel Macron a le pied – droit évidemment – sur les deux pédales. Six semaines qu'il fait du surplace pour affûter son « plan », nous dit-on, et trouver un remplaçant à Gabriel Attal, lequel gère les affaires courantes depuis le 16 juillet et la démission de son gouvernement. Mais le chef de l'État a enfin décidé de passer la seconde.

MANŒUVRES DANS LES FLOUS DE LA CONSTITUTION

Le vendredi 23 août, il recevra l'ensemble des chefs de parti et des présidents des groupes parlementaires pour une « série d'échanges ». « La nomination d'un premier ministre interviendra dans le prolongement de ces consultations et de leurs conclusions », précise l'Élysée, qui espère faire naître une « majorité la plus large et la plus stable au

service du pays». Comme si, au mépris de la séparation des pouvoirs, il revenait au président de la République de construire une majorité législative.

Depuis le second tour des législatives anticipées, Emmanuel Macron en est donc toujours à la case départ. Au moins d'un point de vue institutionnel. Quarante-trois jours ont passé et les élections n'ont, pour l'heure, eu aucune conséquence pour l'exécutif. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour entreprendre ces consultations, si ce n'est pour contourner, via un énième tour de passe-passe, le résultat des urnes ? La tradition républicaine aurait dû conduire, au lendemain du scrutin, le président de la République à proposer au Nouveau Front populaire (NFP), coalition en tête mais sans majorité absolue, de former un gouvernement. La gauche aurait alors eu à charge de trouver des compromis et des coalitions, pérennes ou au texte par texte, pour faire voter ses lois.

En « maître des horloges » autoproclamé, Emmanuel Macron n'a ainsi pas voulu admettre sa double défaite, aux européennes puis aux législatives. D'où ce choix de manœuvrer dans les flous de la Constitution pour tenter de garder la main. C'est donc avec l'ensemble du spectre parlementaire, et non la gauche seule, que le chef de l'État dialoguera le 23 août à la recherche d'une porte de sortie. Le NFP viendra, dans une seule délégation, à ce rendez-vous où le bloc a imposé – malgré un quiproquo polémique la semaine passée sur la faisabilité d'une hausse du Smic à 1 600 euros – la présence de Lucie Castets, candidate commune pour Matignon. Ensemble, les principaux cadres insoumis, socialistes, écologistes

et communistes iront exiger la nomination de la haute fonctionnaire de 37 ans.

Cette dernière, désireuse d'occuper le terrain médiatique pour accentuer la pression sur la Macronie, a déclaré, dans les colonnes de la *Marseillaise*, avoir « hâte que la cohabitation commence ». Plus tôt dans la semaine, elle avait défini, via un courrier envoyé aux parlementaires, les compromis qu'elle compte bâtir autour de « cinq grandes priorités » : le pouvoir d'achat et la justice sociale, la bifurcation écologique, l'éducation, la défense des services publics et une fiscalité juste.

CAZENEUVE, BERTRAND ET AUTRES MACRO-COMPATIBLES

Ce programme ne sied guère à Jupiter. Il serait, d'après la *Tribune dimanche*, « décidé à ce que les fondamentaux économiques de son bail élyséen ne soient pas remis en question ». Emmanuel Macron ne veut pas voir Lucie Castets à Matignon, d'où elle pourrait, par exemple, faire abroger la réforme des retraites. Il aurait d'autres idées en tête tout en nommant une personnalité qui n'est pas issue de ses rangs. Si les rumeurs Valérie Pécresse, présidente LR de la région Île-de-France, et Michel Barnier, ex-commissaire européen, circulent, deux profils vintage tiennent la corde d'après les indiscrétions de la presse libérale : Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand. Un vestige du hollandisme (accessoirement ancien premier ministre) et le quatrième de la dernière primaire présidentielle des « Républicains » (accessoirement président de la région Hauts-de-France). Le premier n'aurait, selon l'*Opinion*, pas rejeté l'idée de revenir à Matignon. Ils présentent tous deux

l'avantage de donner un parfum de cohabitation tout en étant parfaitement Macron-compatibles. Suffisant pour offrir au chef de l'État une majorité solide ?

Face à un probable nouveau coup de force du chef de l'État, la gauche étale ses désaccords sur la façon de réagir. Rappelant ainsi qu'Emmanuel Macron n'est pas au-dessus de la Constitution, les dirigeants de la France insoumise ont publié, dans la *Tribune dimanche*, un texte le menaçant d'une procédure de destitution. « Le président de la République n'est pas un monarque disposant d'un droit de veto suspensif sur le résultat du vote démocratique », écrivent, entre autres, Jean-Luc Mélenchon, Mathilde Panot et Manuel Bompard. Mais la publication a quelque peu été éclipsée par l'annonce, le matin même, de la mort d'Alain Delon. « Merci à lui, c'est bien la première fois qu'il nous rend service », sourit un député NFP. Car le reste de la coalition n'est pas franchement emballé par l'initiative des insoumis.

« Elle n'engage que leur mouvement. La réponse à une nomination d'un premier ministre qui ne serait pas conforme à la tradition républicaine est la censure », a posté sur X Olivier Faure, premier secrétaire du PS, quand son homologue écologiste, Marine Tondelier, préfère éluder, elle aussi dans les pages de l'hebdomadaire. « Pour nous, l'urgence du moment est de faire respecter le résultat des élections législatives : l'envie de changement exprimée par les Français doit être entendue, elle doit se voir dans la nomination du premier ministre comme dans les mesures qui seront prises par le futur gouvernement », assure Ian Brossat, sénateur et porte-parole du PCF.

Le NFP a jusqu'à vendredi pour accorder ses violons. Et ainsi faire en sorte que le pilote Macron, une fois le pied sur l'accélérateur, n'emmène pas le pays dans le mur. ■

EMILIO MESLET

**Ensemble,
les principaux
cadres insoumis,
socialistes,
écologistes
et communistes
iront exiger
la nomination
de Lucie Castets.**

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

€

DÉFISCALISATION
VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope,
5 rue playel - 93528 Saint-Denis Cedex.

L'Humanité **L'Humanité** **Humanité.fr**
magazine

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !



Carlos Tavares gagne 36,5 millions d'euros par an, soit environ 100 000 euros par jour. MARCO BERTORELLO/AFP

Les ravages de la méthode Tavares

AUTOMOBILE Directeur général le mieux payé de France et costkiller impitoyable, le patron de Stellantis fait face à la baisse des résultats de son groupe. Un signe des limites de sa stratégie, et un prélude à une nouvelle casse sociale.

S'autoproclamer « psychopathe de la performance » vous condamne à la réussite. Et revendiquer une rémunération exorbitante vous oblige à rendre des comptes quand vient l'orage. Carlos Tavares, PDG adepte des formules qui claquent et des sommes qui choquent (il gagne 36,5 millions d'euros par an, soit environ 100 000 euros par jour), se retrouve au centre des critiques depuis la publication des résultats de Stellantis. Le constructeur automobile affiche un bénéfice net de 5,6 milliards d'euros au premier semestre, en baisse de 48 %. Beaucoup s'en satisferaient mais les chiffres font désordre après les records passés. Et Carlos Tavares, qui semblait marcher sur l'eau, a vu le cours de son action dégringoler de près de 40 % en six mois.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Le 9 août, le groupe a prévenu que 2 450 salariés d'une usine de pick-up dans le Michigan (États-Unis) allaient prendre la porte. De quoi s'attirer les foudres de Shawn Fain, dirigeant du syndicat UAW : « Carlos Tavares est une honte pour ce qui fut une grande entreprise américaine, a-t-il déclaré. Si un travailleur de l'automobile faisait un travail aussi médiocre, il serait licencié. »

UNE OBSESSION POUR LA SATISFACTION DES ACTIONNAIRES

La raison de la chute des résultats tient en partie à une mauvaise lecture du marché. « Il y a eu chez les constructeurs en général et le PDG de Stellantis en particulier une erreur d'analyse concernant la situation post-Covid, nous explique Bernard Jullien, économiste spécialiste de l'automobile. La situation d'alors a été considérée comme

une nouvelle norme, alors qu'elle était tout à fait exceptionnelle. »

À l'époque, les constructeurs tiraient parti d'une conjoncture idyllique. D'abord, ils ont traversé la pandémie sans encombre, abreuvés de prêts garantis par l'État et de chômage partiel. Ensuite, ils ont profité de la pénurie de semi-conducteurs asiatiques, qui en paralysant la production a raréfié l'offre de véhicules. Rien de plus facile alors que d'augmenter leurs prix de vente, sans crainte de la concurrence puisque tous étaient logés à la même enseigne. Pour maximiser leurs gains, ils ont favorisé les modèles les plus chers. Résultat, la marge de Stellantis a quasiment doublé entre 2020 et 2021, portée par la hausse des tarifs et la part plus importante de véhicules à forte marge.

« Il était évident que cette parenthèse enchantée allait se refermer, poursuit Bernard

Jullien. Carlos Tavares a prétendu qu'il avait tellement abaissé le point mort de sa production (seuil de rentabilité) qu'il allait servir durablement à ses actionnaires des niveaux de profit inédits dans l'automobile. C'est impossible. » Les consommateurs ont fini par se lasser des véhicules hors de prix, surtout aux États-Unis, où les ventes de Stellantis ont chuté de 20 % au second trimestre 2024.

L'économiste n'est pas tendre envers la « méthode » Tavares et se demande même si on ne peut pas comparer la trajectoire de Stellantis à celle de Boeing, dont l'hyperfinanciarisation a conduit au désastre. Sans pousser le parallèle jusqu'au bout, il note une même obsession pour la satisfaction des actionnaires, un mépris des fournisseurs et sous-traitants, une frilosité à investir.

PLUS DE 23 300 POSTES SUPPRIMÉS ENTRE 2021 ET 2023

La gestion par le groupe de deux scandales récents (rappels de véhicules à cause d'airbags défectueux et problèmes de fiabilité du moteur PureTech) alimente sa démonstration. « Tavares n'est pas directement responsable des deux scandales, explique-t-il. Mais quand vous gérez ces situations, vous devez pouvoir compter sur votre réseau de distributeurs. Or, les concessionnaires ont été essorés par la politique de réduction des coûts, ils ne seront donc pas très prompts à aider la direction commerciale à mener des opérations de rappel et remplacements des véhicules qui ne leur rapporteront pas grand-chose. »

Les salariés, eux, s'attendent à subir les dommages collatéraux de la moindre rentabilité, tout comme ils ont fait les frais de la course à la rentabilité. Entre 2021 et 2023, plus de 23 300 postes ont été supprimés dans le groupe. Les syndicats redoutent que la casse se poursuive. « Il y a pourtant largement de quoi absorber la baisse des résultats, peste Cédric Brun, de la CGT. Avant, on était sur une logique de long terme qui conduisait les dirigeants à conserver les savoir-faire, quitte à être moins rentables. Aujourd'hui, les logiques industrielles se réfléchissent sur deux ans. Et s'il faut supprimer 30 postes dans une usine pour gagner deux euros sur la fabrication de boîtes de vitesses, ça ne pose aucun problème. »

Plusieurs sites sont sur la sellette. « Dans un premier temps, ce sont les sous-traitants qui trinquent, explique Jean-Pierre Mercier, de SUD. Mais dans les usines de production, l'emploi est largement menacé. C'est notamment le cas à Poissy (Yvelines), où travaillent 2 800 salariés et où nous sommes convaincus que la production de voitures cessera aux alentours de 2026. Derrière, des usines comme celles de Borny-Metz (boîtes de vitesses) sont sur la liste. » Pour le délégué, ces menaces ne se matérialiseront pas forcément sous la forme de fermetures, mais plutôt de mises à mort lentes. « Il y aura de la casse, conclut-il. Et tout ça pour préserver les dividendes. » ■

CYPRIEN BOGANDA

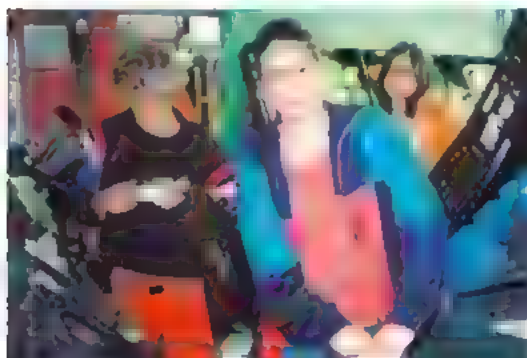
ILS COÛTENT À LA FÊTE

MENTISSA EN TOUTE INTIMITÉ

En 2022, à la sortie de *la Vingtaine*, son tout premier album, Mentissa réalise son rêve d'enfant de faire de la musique. Propulsée par Vianney, son coach vocal lors de ses passages remarqués sur le plateau de la 10^e saison de *The Voice*, la chanteuse belge oscille entre chanson française et influences pop britanniques. Nommée aux Victoires de la musique en tant que révélation féminine 2023, Mentissa interprète, d'une voix aussi légère que puissante, des morceaux consacrés à sa vie intime, qu'elle dévoile à cœur ouvert. ■

CARLOTTA PENQUER-YALAMOW

LES VULVES ASSASSINES



MARXISTES FÉMINISTES

Le duo techno-punk-rap délégué représente sans doute tout ce que les néonazis détestent : des femmes portant fièrement leur combat féministe et antifasciste, de manière festive. Nées en 2013, les Vulves assassines performant sur scène sous forme de meetings déguisés, défendant leurs deux albums *Godzilla 3000* (2019) et *Das Kapital* (2022). Avec autodérision et engagement, les deux artistes, depuis rejointes par un guitariste, sont devenues le groupe de référence des luttes sociales, se produisant dans les plus grands festivals de France comme dans la rue lors du mouvement contre la réforme des retraites. Et bientôt de retour à la Fête de l'Huma. ■

PABLO PATARIN

Un espace ouvert à la curiosité

SCIENCES ET NUMÉRIQUE Découvrez de nombreux ateliers, conférences et débats en présence de personnalités du monde scientifique, des syndicats et des associations.

Pour sa deuxième édition, l'espace sciences et numérique offrira au public de la Fête plusieurs ateliers, dont l'un mettra à disposition des lunettes d'observation solaire, mais aussi proposera une dizaine de débats. Côté sciences, la coordination de cet événement est assurée par Amar Bellal, membre du comité exécutif national du PCF et rédacteur en chef de la revue *Progressistes*, et par François Perrin, chercheur et responsable de la section Paris Saclay du PCF.

Vendredi après-midi, un échange sur le thème : « Faut-il rouvrir des mines, et dans quelles conditions ? » Il réunira Yannick Monnet, député communiste de l'Allier, Louis Gallois, haut fonctionnaire, industriel et coprésident de la Fabrique de l'industrie, et un géologue représentant de la filière industrielle et minière.

Samedi, plusieurs rencontres se dérouleront à l'espace : à 11 heures, autour des relations « Arts et sciences », puis à 14 heures, sur le thème : « Les plantes d'hier, d'aujourd'hui et de demain ». À 18 heures, un débat permettra d'échanger autour de la problématique « Expertise, démocratie, journalisme et fake news » avec le journaliste scientifique Sylvestre Huet, un expert du Giec et un ou une youtubeur·se.

Dimanche après-midi, rendez-vous à 14 heures, autour de la présentation

du plan climat « Empreintes 2050 », élaboré par l'équipe de *Progressistes* et des militant·es du PCF, avec Victor Leny, ingénieur et modélisateur de ce plan, et Yves Bréchet, professeur des universités à l'Institut polytechnique de Grenoble et membre de l'Académie des sciences.

VOUS ALLEZ AIMER LES MATHS !

À 16 heures, Cédric Villani, mathématicien titulaire de la médaille Fields 2010, membre de l'Académie des sciences, donnera une conférence intitulée : « Une heure pour vous faire aimer les maths ! »

Du côté de l'espace numérique, des démonstrations permettront de montrer aux visiteurs les alternatives libres aux logiciels de Microsoft, Apple et autres Google. Vendredi en fin d'après-midi, des associations et syndicats proposeront de mettre ces principes en pratique et présenteront des outils numériques libres, au service des luttes sociales. Trop de mouvements s'organisent sur des réseaux et canaux de discussion qui ne sont ni sûrs ni respectueux des données des utilisateurs. C'est pour cela aussi qu'un temps, vendredi, sera consacré à une table ronde sur l'éducation au numérique.

L'intelligence artificielle et ses conséquences sur le travail constitueront un temps fort du samedi après-midi. Et le dimanche se clôturera sur un temps d'échange et d'information sur nos libertés fondamentales, à l'heure de la cybersurveillance, avec notamment la Quadrature du Net. Tous les curieux et curieuses avides de connaissances scientifiques sont attendus à l'espace sciences et numérique. ■

PIERRIC MARRISSAL ET ANNA MUSSO



Du 13 au 15 septembre, un week-end pour échanger et apprendre. CLARA DOUTRE

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

13 • 14 • 15 Sept 2024

OFFRE SPÉCIALE LECTEURS ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ

PASS 3 JOURS À 45€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

☐

Pass 3 jours x 45 € =

€

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal L'Humanité ») à : L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

« Kamalamania » ou le retour des démocrates dans la course

ÉTATS-UNIS Réuni en convention à Chicago du 19 au 22 août, le parti de Joe Biden profite d'une dynamique créée par le retrait de sa candidature. L'establishment centriste s'est rallié à la vice-présidente et a verrouillé tout débat interne.

Chicago 2024 ne sera pas Chicago 1968. Au creux de leurs courtes nuits, les stratèges démocrates doivent se répéter cette phrase comme un mantra. Alors que s'ouvre ce lundi la convention du parti, le spectre d'un chaos, prélude à une défaite – scénario tellement redouté lors de l'annonce du retrait de Joe Biden de la campagne –, ne semble plus qu'une ombre très lointaine. Le ralliement express de l'establishment autour de la candidature de Kamala Harris a conjuré la perspective d'une grande messe transformée en bataille fratricide de chapelles.

Chicago 2024 ne sera sans doute pas Chicago 1968. Cette année-là, Lyndon Johnson avait dû, en raison de son impopularité grandissante liée à la guerre du Vietnam, renoncer à briguer un second mandat. Durant la convention, alors que le vice-président Hubert Humphrey ralliait, au terme d'interminables tractations, une majorité de suffrages autour de sa candidature, dehors, la police aux ordres du maire démocrate Richard Daley battait comme plâtre les manifestants pacifistes. Quelques mois plus tard, Richard Nixon était élu président en promettant de mettre fin à l'escalade au Vietnam, le premier d'une litanie de mensonges qui conduira à sa chute en 1974. L'Histoire ne bégaiera peut-être pas mais la coalition démocrate devra affronter ses propres dissensions sur une autre guerre – celle à Gaza, en l'occurrence – qui la divise comme aucun autre sujet (lire ci-contre).



Chicago, le 17 août. Selon le *New York Times*, Kamala Harris remporterait les trois « swing states » du Midwest qui

Pour le reste, elle affichera une unité derrière Kamala Harris, renforçant la dynamique en cours : l'agrégateur de sondages du site Realclearpolitics crédite la vice présidente d'une moyenne de 47,9 % des suffrages au plan national, contre 46,9 % pour Donald Trump. Dans les « swing states » (États indécis) qui feront la décision le 5 novembre, les nouvelles s'avèrent même encore meilleures. Selon une enquête du New York Times publiée ce week-end, la candidate démocrate remporterait les trois États du Midwest qui suffiraient à la propulser à la Maison-Blanche – Pennsylvanie, Michigan et Wisconsin – avec la même marge (50-46). Elle disposerait également d'une avance en Arizona (50-47) et en Caroline du Sud (49-47), ne cédant qu'au Nevada (47-48) et en Géorgie (46-50). « Les nouveaux sondages prouvent que Mme Harris parvient à consolider une partie de la base démocrate qui hésitait depuis des mois à soutenir M. Biden, en particulier les jeunes électeurs, les non-Blancs et les femmes », analyse le quotidien new-yorkais.

Dans un pays ultrapolarisé, le chemin vers la Maison-Blanche passe d'abord par la mobilisation de sa propre base avant d'aller tenter de convaincre d'hypothétiques « swing

voters ». Kamala Harris a clairement effectué une partie du chemin... et Donald Trump ne trouve pas la riposte à ce retournement de situation. Il l'a d'ailleurs avoué la semaine dernière : « Je n'ai pas du tout recalibré ma stratégie. » Le milliardaire xénophobe a passé ces trois dernières semaines à questionner l'intelligence de sa rivale, son identification « raciale » (alléguant que la fille noire d'immigrés indiens et jamaïcains « a pris un virage et est devenue une personne noire » par opportunisme politique), l'affluence à ses meetings et à écorcher volontairement son nom. Et lorsqu'il revient sur les rails du contenu programmatique, c'est pour cultiver sa monomanie nativiste, insulter les migrants sans papiers (« des monstres sauvages ») et décrire une situation migratoire aussi apocalyptique qu'irréelle.

L'AILE GAUCHE ATTEND UN PROGRAMME DE RUPTURE

Quant à son colistier, il fait lui aussi du Trump mais presque en pire. J. D. Vance, présenté comme un idéologue, a successivement prêté l'intention à Kamala Harris de vouloir faire interdire la viande rouge puis les gazinières (sic). Le sénateur de l'Ohio s'est également lancé dans une croisade contre les femmes sans enfants – ce qui est le cas de la vice-présidente, comme d'un nombre grandissant de citoyennes américaines. Il n'est pas en reste à l'encontre du colistier démocrate, Tim Walz, d'abord accusé d'avoir abandonné son unité déployée en Irak alors qu'il avait simplement pris, à l'âge de 51 ans, sa retraite de la garde nationale, dans la quelle il servait depuis vingt-quatre ans. Deuxième saveur : en tant que gouverneur du Minnesota, Tim Walz aurait tardé à envoyer la troupe face aux manifestations suivant l'assassinat de George Floyd, à Minneapolis, une retenue pour laquelle l'aile gauche le loue. Le débat entre les deux colistiers, prévu le 1^{er} octobre, pourrait revêtir une importance particulière pour un exercice habituellement sans surprises.

Les services involontairement rendus par le ticket républicain au ticket démocrate ne s'arrêtent pas là. À chaque évocation d'une possible proposition économique ou sociale, les républicains crient au délire d'extrême gauche, voire au communisme. Pourtant, un certain flou demeure sur le curseur programmatique, l'un des principaux enjeux de cette convention. « Jusqu'à présent, Mme Harris a mené une campagne électorale solide en tant que démocrate générique compétente, mais la classe des donateurs semble y voir une opportunité, décrypte David Sirota, ancien conseiller de Bernie Sanders, scénariste du film oscarisé *Don't Look Up* et créateur du site d'information The Lever. Certains milliardaires démocrates se sentent encouragés à exiger qu'elle se retire de la politique populiste la plus réussie de l'administration Biden. En effet, les articles parus dans la presse économique montrent que les grands patrons considèrent la nomination de Walz comme un simple geste rhétorique et esthétique à l'égard de la base du parti, mais pas comme un signal de l'engagement de Harris à adopter les « Walzonomics » (les principes économiques de Tim Walz pendant son mandat de gouverneur du Minnesota – NDLR) ou même les éléments les plus forts de l'agenda économique Biden-Harris. » L'aile gauche du parti ne devrait même pas avoir la possibilité de défendre l'idée d'un programme de rupture. Le déroulé officiel prévoit les discours de Joe Biden, des anciens présidents Bill Clinton et Barack Obama et de l'ancienne candidate Hillary Clinton. Mais pas de Bernie Sanders. L'establishment semble bien avoir verrouillé Chicago 2024. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

Sur Humanité.fr

Retrouvez l'entretien avec Bill Fletcher Jr, militant socialiste, syndicaliste et auteur.



ROTH BECK/AFP

Gaza : Kamala Harris au pied de la guerre

Une manifestation organisée dès ce lundi mettra la pression sur la candidate démocrate afin qu'elle change de politique à l'égard du gouvernement israélien.

Il y en aura une trentaine à l'intérieur de l'United Center de Chicago, où se déroule la convention du Parti démocrate, mais des centaines, voire des milliers à l'extérieur afin de porter la même exigence : que Kamala Harris rompe avec la politique de soutien inconditionnel de Joe Biden au gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Au premier jour de la convention, ce lundi, une coalition de quelque 200 organisations fera entendre ce message lors d'une marche de protestation contre la politique. Pour les organisateurs, le retrait de Joe Biden, parfois surnommé « Genocide Joe » par une frange du mouvement anti-guerre, ne règle en rien le problème. Après l'annonce du renoncement du président en exercice à briguer un second mandat, ils se sont réunis pour décider s'il fallait changer d'approche dans l'hypothèque d'une candidature de Kamala Harris. « Il y a eu un consensus absolu, rapporte Hatem Abudayyeh, porte-parole de la coalition March on the

DNC. Elle est comptable des politiques de l'administration. »

Si Kamala Harris a été la première responsable de l'administration Biden à appeler à un cessez-le-feu avant de refuser de présider la session du Congrès accueillant le premier ministre israélien, les militants pour la reconnaissance des droits des Palestiniens demandent plus que des mots : des actes. Selon un sondage Reuters/Ipsos réalisé en mai, 44 % des électeurs démocrates inscrits sur les listes électorales désapprouvent la manière dont Joe Biden a géré la guerre. Cette proportion est encore plus forte parmi les jeunes et les électeurs des minorités, notamment les Africains-Américains, sans lesquels aucune candidature démocrate ne peut envisager une victoire.

À l'intérieur, leur voix sera relayée par des députés élus, lors du processus des primaires, dans le cadre du mouvement Uncommitted (« non engagé »), parti du Michigan, un des principaux « swing states ». L'idée centrale était de profiter des primaires pour faire

pression sur Joe Biden : « Nous ne voterons pas pour vous si vous ne changez pas de politique. » Ces listes ont franchi un seuil suffisant dans sept États (avec des pointes à 19 % dans le Minnesota et 13 % dans le Michigan) pour avoir droit à une représentation à la convention. L'avertissement vaut désormais aussi pour Kamala Harris.

« EMBARGO SUR LES ARMES »

Les députés souhaitent faire inscrire dans la plateforme du parti les propositions d'un cessez-le-feu permanent et d'un « embargo immédiat sur les armes pour contrer l'agression et l'occupation d'Israël contre les Palestiniens ». Ils tenteront également d'obtenir deux temps de parole de cinq minutes : le premier pour l'un de leurs députés, le second pour la Dr Tanya Haj-Hassan, médecin en soins intensifs pédiatriques qui a travaillé dans la bande de Gaza. « Je ne suis pas une femme politique, mais j'espère apporter un témoignage moral aux députés de la convention nationale du Parti démocrate, car la fin de cette campagne militaire (d'Israël) est le seul moyen de protéger et de préserver la vie des civils », déclare cette dernière dans un communiqué. Pas certain que les députés puissent entendre ce plaidoyer. ■

C. D.

suffiraient à la propulser à la Maison-Blanche.



ENTRETIEN

La manne télévisuelle représente entre « 40 et 60 % des ressources financières des clubs ».

« Il faut réfléchir à un plafond salarial au niveau européen »

FOOTBALL Avec seulement 500 millions d'euros de droits TV, les clubs de Ligue 1, qui a repris vendredi, vont devoir se serrer encore un peu plus la ceinture. Pour l'économiste du sport **Matthieu Llorca**, il faut saisir cette opportunité pour changer le modèle économique du ballon rond.

Sans sa tête d'affiche Kylian Mbappé, la Ligue 1 a recommencé, vendredi, dans un contexte financier incertain avec l'arrivée des nouveaux diffuseurs (DAZN et beIN Sports), qui n'ont pas apporté la manne attendue. Fragilisés par 273 millions d'euros de pertes en 2022-2023, selon le dernier rapport de la direction nationale du contrôle de gestion (DNCG), les clubs français sont en difficulté. Le point avec Matthieu Llorca, maître de conférences en économie à l'université de Bourgogne-Franche-Comté.

Faut-il s'inquiéter pour la santé financière des clubs de football étant donné le montant des droits télé de la Ligue 1 pour le cycle 2024-2028 ?

La Ligue 1 a limité la casse en trouvant un accord final qui était loin d'être gagné... Avec 500 millions d'euros par saison, on est loin des 800, voire 900 millions espérés. Cela représente un manque à gagner énorme de 25 %, sachant que les droits télé sont le nerf de la guerre dans le football. Tous les clubs se retrouvent donc en train de modifier leur stratégie dans le marché des transferts, à vendre les joueurs qui perçoivent de gros salaires, à rechercher la bonne affaire, ce qui explique que le mercato est au

ralenti. Les plus touchés sont les plus petits, ceux qui ne disputent pas de Coupes d'Europe, puisque avec la réforme de la Ligue des champions qui entre en vigueur en septembre, il y aura plus de revenus pour les clubs européens, ce qui va encore accentuer les écarts de budget.

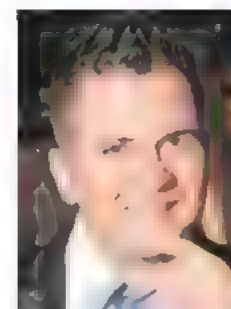
Quelle est la proportion de la « télédépendance » des clubs du championnat de France ?

Cela varie selon les clubs et la diversification de leurs revenus (sponsoring, merchandising et billetterie) mais les droits télé représentent entre 40 et 60 % de leurs ressources financières. On en parle peu mais si les droits télé sont à la baisse, automatiquement des contrats de sponsoring seront aussi revus à la baisse puisque la Ligue 1 est devenue moins attractive avec le départ de Mbappé. Je pense que la DNCG va regarder ce nouvel indicateur de dépendance des clubs aux droits télé, d'autant plus que dans leurs contrats les deux opérateurs ont négocié des clauses de sortie si le seuil de 1,5 million d'abonnés n'est pas atteint au bout de deux ans pour DAZN (29,99 euros pour 8 matchs par week-end) et de la troisième année pour beIN Sports (15 euros le match du samedi à 17 heures).

En cas d'activation de ces clauses de sortie, le football français pourrait-il connaître un nouvel accident industriel comme avec Mediapro en 2020 ?

Un accident industriel, peut être pas, car tous les présidents de club vont réfléchir à cette nouvelle donne. Il y a des élections à la présidence de la Ligue début septembre et on ne sait pas si Vincent Labrune sera réélu. La Ligue

réfléchit également à un projet de création de sa propre chaîne de télé si la diffusion en termes d'abonnés et les droits TV ne sont pas au rendez-vous. Ce projet aura plus de viabilité d'ici deux-trois ans, cela leur laisse le temps de penser comment valoriser la Ligue 1.



MATTHIEU LLORCA
Maître de conférences
en économie,
université
de Bourgogne-
Franche-Comté

En réalité, ce seront moins de 500 millions qui iront réellement dans la poche des clubs...

Il faut en effet déduire la taxe Buffet (5 %) pour le sport amateur, la taxe pour le fonds d'aide pour le football amateur (2,5 %) et les 13 % ponctionnés à vie par le fonds d'investissement CVC Capital Partners, qui posent quand même question... À court terme, ce contrat avec CVC (1,5 milliard d'euros) a permis après la crise sanitaire et le fiasco Mediapro des rentrées d'argent, que beaucoup de clubs ont déjà dépensé, mais à long terme la Ligue a vendu ses bijoux de famille en se liant les mains avec CVC, qui ne lui fera pas de cadeau. Ces fonds là spéculent, ils sont dans la recherche du rendement.

Cette baisse drastique des droits TV peut-elle être l'occasion de mettre en place un plafond salarial ?

On assiste clairement à une rupture avec le modèle économique du football français des vingt dernières années, où l'inflation des droits télé permettait d'alimenter les dépenses astronomiques en salaires et en transferts. C'est un coup d'arrêt important qui incite à modifier ce modèle en installant un salary cap. L'UEFA a mis en place le fair play financier mais, finalement, il ne marche pas très bien car il y a plein de voies de sortie. Si seule la France impose un salary cap, tous les joueurs vont partir ailleurs... Il faudrait donc réfléchir au niveau européen. L'exemple du rugby est intéressant car les deux grosses ligues, le Top 14 et le championnat anglais (Premiership), l'ont mis en place et donc, automatiquement, il n'y a pas de concurrence salariale alors que le marché du football est le reflet du libéralisme. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN



Uzeste, ses artistes et ses excès de liberté

Uzeste (Gironde), envoyée spéciale.

Plus vite, plus haut, plus fort... Après quinze jours de Jeux « made in France », une grande envie de siffler (la fin de partie), de souffler sur des braises de jazz et de samba, de frissonner au son d'une java, d'un saxo improvisé. « Nous qui avons vécu pendant plus de deux semaines dans un pays où on a eu le sentiment que l'air était plus léger (...). On n'a pas envie que la vie reprenne ses droits. » Étranges et vertigineux propos tenus par un président de la République qui, du haut de son Olympe, voudrait tout contrôler, y compris (le sens de) la vie. De quels droits parle-t-il ? Du droit de jouer, de rêver, d'aimer ? Du droit d'improviser, de se retrouver ? Médaille d'or de l'ego, Macron rêve sans doute d'un pays qui se tiendrait sage, en apnée permanente, d'un pays dont les habitants seraient assignés à résidence dans une fan-zone géante. N'en déplaise au locataire de l'Élysée, à Uzeste, la vie n'en fait qu'à sa tête. « Il faut de la joie et de l'humour pour sauver l'imaginaire, et retrouver des excès de liberté » affirme Bernard Lubat, enfant du pays et fondateur des Hestajadas. Dans les prés de ce petit village niché au cœur des landes de Gascogne, la vie n'a jamais cessé de battre au rythme de rencontres musicales improvisées, de chants « alyzées », de dialogues et de rencontres où la pensée est en

FESTIVAL La 47^e Hestejada de las arts déroule toute cette semaine une programmation où l'improvisation est reine. Concerts, débats, cinéma, théâtre, bals et feux d'artifice à gogo.

mouvement. Ici, ça swingue et ça cogite sec, ça jazzcogne, ça s'écoute et ça ferraille ; ça bouge sans jamais marcher au pas.

ALLONS GUINCHER

On passe de l'âne au coq, de Haydn à de l'électro-pop périgourdine sans crier gare. On met la charrue avant les bœufs. On parle d'Armand Gatti, de Kateb Yacine et on ira voir des films de Gheerbrant, Saab, Convert ou Azam. On écouterait Louis Scelavis, André Minvielle, Sophie Cavez, Isabelle Duthoit, Jacques Di Donato, Bruno Maurice, Fawzi Berger, Fantazio, Juliette Kapla, Martine Amanieu, Jacques Bonnaffé, Laure Duthilleul, Serge Teyssot-Gay, François Corneloup, Christophe Monnot, Rita Macedo, Marc Perrone ou le Parti collectif à des heures raisonnables ou presque. Et le Liam Szymonik trio, jeunes prodiges de l'impro, à des heures déraisonnables, voire plus ; à moins qu'on aille guincher lors du dancefloor instrumental concocté par Petite

Lucette, toujours à des heures improbables et étoilées. Chaque jour, Bernard Lubat proposera un *Feuilleton jazzcon* philosophico-poético-musical dont il a le secret. Les étudiants de l'École supérieure d'acteurs et d'actrices de Liège se frotteront (et qui s'y frotte s'implique) au répertoire d'André Benedetto et présenteront deux pièces, *Emballage* et *Xerxès*. Une soirée « Pour Sylvain Luc » réunira une pléiade d'amis musiciens et musiciennes pour célébrer cet artiste doué et généreux disparu au printemps dernier.

Impossible d'évoquer tous les artistes présents tant ils sont nombreux. Chacun peut découvrir là un concert de jazz, ailleurs un bal folk, écouter pianistes, violonistes et accordéonistes de belle renommée dans la collégiale, au pied de la sépulture de Clément V qui n'a plus son mot à dire depuis belle lurette. Participer à des débats avec Rony Brauman, Monique Chemillier-Gendreau, Gérard Noiriel, Mathilde Rouxel, Olivier

Ici, la vie résiste à l'air du temps, elle grouille de partout, belle et rebelle.

Neveux, Ibrahim Kashan ou les pédopsychiatres Pascale Fauveau et Renaud Emerard pour évoquer la situation en Palestine, en Kanaky, le combat pour libérer Assange ou décrypter le discours du RN...

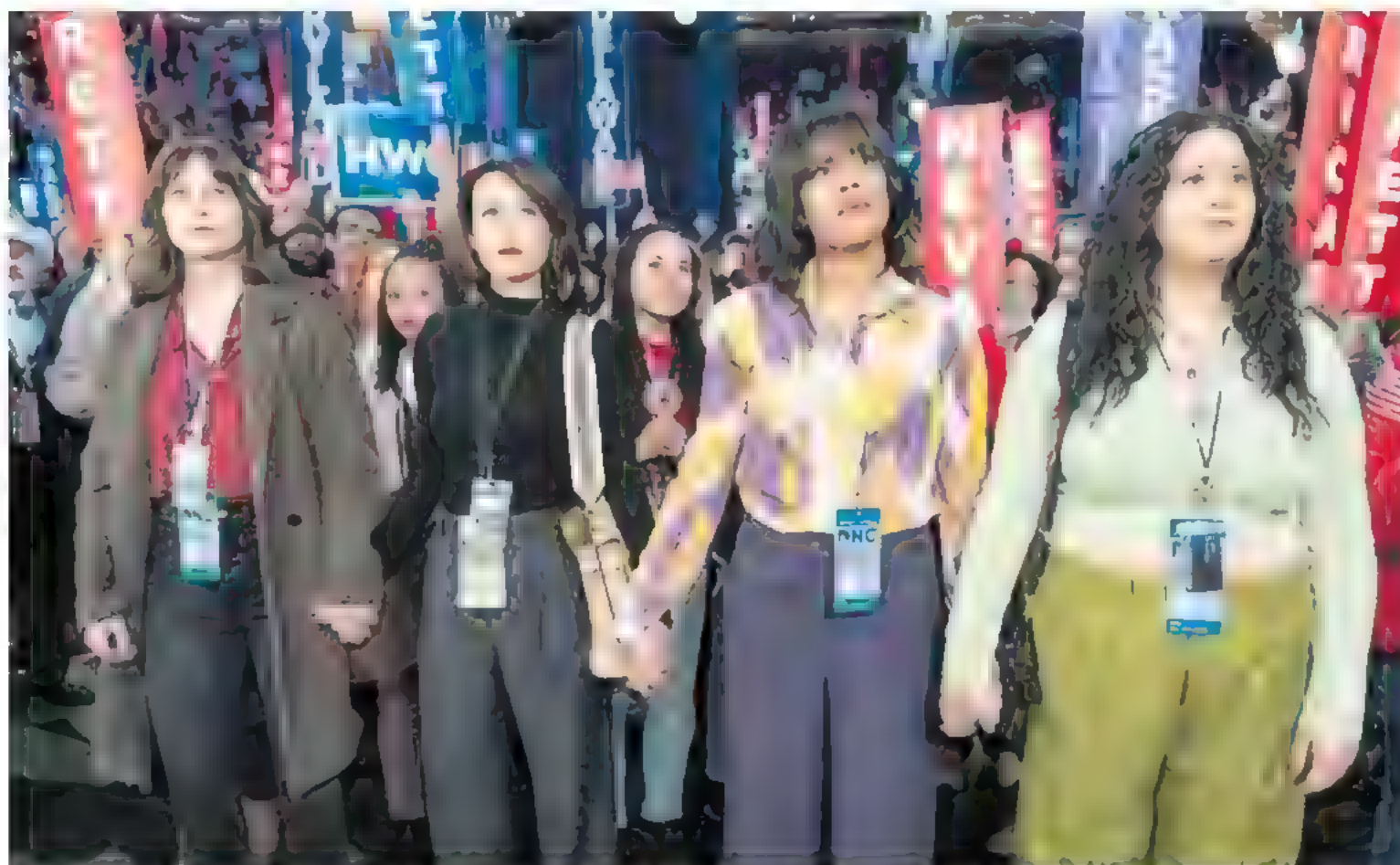
Jouer, ne pas jouer, chanter, danser, penser, échanger pour ne pas désespérer de ce monde qui ne tourne vraiment pas rond. Uzeste, c'est la vie qui résiste à l'air du temps. Ici, elle grouille de partout, belle et rebelle, envers et contre tous les diktats (économiques, médiatiques). Chaque année, ça recommence, pourrait-on croire... Eh bien non, chaque année, ça insiste, ni plus vite, ni plus haut, ni plus fort. Ça continue, obstinément, face à cette fuite en avant inflationniste et libérale des festivals qui, pour ne pas crever, ne peuvent que grossir. Toujours plus de « mégastars » et de concerts ; toujours plus haut la barre des spectateurs ; toujours plus forts les décibels. Face à cette déferlante de sons et de lumières, Uzeste tient bon. Une Zone artistique et poétique à défendre. Tous utopistes, debout, couchés ou assis, mais utopistes. À l'image des affiches colorées et furieusement vivantes qui débordent du cadre de Martin Lartigue ou des ouvrages que l'on trouve à la Maison de la mémoire en marche. Tel s'imaginer et se vit Uzeste, visage village des arts à l'œuvre... ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Jusqu'au 24 août Rens. : www.uzeste.org
À lire sur L'Humanite.fr : l'entretien avec Fabrice Vieira, guitariste et ouvrier d'Uzeste

Les aventures de quatre journalistes en Amérique

PLATEFORME Elles travaillent pour des médias concurrents. Elles n'ont ni le même âge ni la même vie. Et pourtant, dans *The Girls on the Bus*, formidable série sur la campagne démocrate, elles vont apprendre à se connaître, s'entraider et dénoncer un scandale.



Sadie (Melissa Benoist), Grace (Carla Gugino), Kimberlyn (Christina Elmore) et Lola (Natasha Behnam) feront cause commune lorsqu'elles vont estimer que la démocratie est en danger.

The Girls on the Bus, Max

Pas de doute : dès la première scène de *The Girls on the Bus*, le spectateur est plongé dans un rendez-vous politique américain : des ballons aux couleurs du drapeau états-unien sont envoyés au-dessus d'une estrade et une foule en liesse acclame quelqu'un. Une jeune femme, Sadie (Melissa Benoist),

semble dubitative. Elle s'enfuit en apercevant des agents du FBI. Qui l'arrêtent sans ménagement. Sadie est la narratrice de cette histoire et revient sur les sept mois qui précèdent cette scène. Sept mois où cette journaliste du *Sentinel*, journal marqué à gauche, suit les primaires des démocrates américains pour désigner un candidat à la présidentielle. Sadie n'est pas seule : elle voyage, en bus, à travers les États-Unis avec trois consœurs : sa grande amie Grace (Carla Gugino), une journaliste débrouillarde et passionnée par son métier, qui passe bien avant sa famille,

Kimberlyn (Christina Elmore), embauchée par une chaîne conservatrice et raciste dont elle a le sentiment d'être l'alibi, puisque noire, et Lola (Natasha Behnam), une jeune influenceuse qui ne connaît aucun des codes du métier. Malgré leurs différents supports (presse écrite, télévision, Internet) et opinions, les quatre femmes vont, sur l'impulsion de Sadie, faire cause commune lorsqu'elles vont estimer que la démocratie est en danger.

La série est basée sur les souvenirs de campagne de la journaliste Amy Chozick, qui a travaillé pour le *New York Times* et le *Wall*

Street Journal et connaît par cœur les arcanes politiques des États-Unis. Comme la série *The Newsroom* (dont les trois saisons, au passage, sont aussi présentes sur la plateforme Max), *The Girls on the Bus* est un prétexte à une réflexion sur le métier de journaliste : il est question, tout au long des dix épisodes, du rapport à la confiance du public, de rigueur de l'information vérifiée et sourcée, des règles implicites que doit suivre un reporter dans l'exercice de son métier. Et du poids de l'information et des fake news, à l'époque de l'information en continu, de la chasse au scoop et des réseaux sociaux.

Le titre de la série est inspiré d'un livre célèbre écrit en 1973, *The Boys on the Bus*, de Timothy Crouse (éditions Random House). L'auteur, journaliste politique, y racontait les déboires d'une bande de reporters hommes dans les coulisses de l'élection présidentielle de 1972. Ce personnage est le mentor de papier de Sadie : elle soliloque avec lui et résout la plupart de ses conflits intérieurs dans un dialogue imaginaire. Elle a en revanche un mentor de chair et de sang, Bruce, un rédacteur en chef qui croit en elle, mais lui rappelle aussi, constamment, les règles auxquelles elle est soumise. Ce qui est une dimension très intéressante, puisque l'admiration intellectuelle de Sadie pour Timothy Crouse se heurte au réalisme de Bruce, qui lui rappelle tout le temps que les règles ont changé entre le début des années 1970 et aujourd'hui.

LA POLITIQUE N'EN SORT PAS GRANDIE

Ces quatre journalistes que tout oppose, à commencer par la concurrence de leurs supports, racontent aussi une histoire de sororité. Au fil des épisodes, elles vont s'allier, professionnellement et humainement. Et donner, par exemple, des surnoms aux candidats : le « vieil homme », la « star », le « beau gosse », le « maire »... La politique, au passage, n'en sort pas grandie. Car c'est l'Amérique d'aujourd'hui qui est (largement) critiquée tout au long de cette histoire, avec une dénonciation de la corruption et de la rupture entre les édiles et le peuple. Ainsi, dans des passages très forts, l'une des héroïnes, enceinte, essaie d'avorter avec l'aide de ses copines, alors que c'est interdit dans beaucoup d'États américains.

On suit aussi les trajectoires personnelles de chacune des héroïnes : Sadie et ses amours compliquées et interdites avec « Monsieur Mocassin » (Brandon Scott), Grace et son incapacité à parler à sa fille de 20 ans, Kimberlyn, terriblement émue, très ambitieuse, freinée par son mari. Et enfin Lola, ancienne victime d'une tuerie de masse, qui croit très fort en la politique, et dans les réseaux sociaux, pour changer le monde. Au fil des épisodes, la solidarité entre ces quatre femmes va se développer, les aider à prendre des décisions, à sortir de leurs certitudes ou de leurs hésitations, à apprendre. Le tout sur un ton qui relève, souvent, de la comédie. De bout en bout, la série est une petite merveille d'écriture et d'intelligence. Un seul regret : Max a refusé de financer une deuxième saison. Et c'est vraiment regrettable. ■

CAROLINE CONSTANT

Premiers romans

Challah la danse,
de **Dalya Daoud,**
le **Nouvel Attila,**
252 pages,
19,50 euros



Ses six longères étaient des modèles réduits préfabriqués posés en bordure du chemin des Brigands, la nouvelle adresse des ouvriers. De plain-pied, leurs maisons étaient distribuées par une allée non bitumée, autour d'un terre-plein central. Sous les toits de tuiles brunes, chacune contenait deux logements mitoyens. Des villas Phénix furent construites bien des années plus tard sur la partie haute du Village, au-dessus de l'église, mais quand on parlait du Lotissement, il ne pouvait s'agir que de Brocard. La cité, disait-on aussi. Ce fut à Raymond Maligex, producteur de cerises et élu au conseil municipal, que revint le trophée du nom le plus apprécié, la

casbah, utilisé toutefois dans un cercle restreint. « C'est bien qu'ils aient un endroit, avait estimé Raymond, rassuré par l'aspect général des maisons Brocard, des gourbis pas moches, finalement. » Les chauffages électriques n'étaient pas de la dernière génération et le vitrage avait été choisi simple, mais tout était propre, intérieur comme extérieur. Les maisons ne comptaient que deux chambres, une pour les parents, une pour les enfants quel que fût leur nombre. Autour, il y avait des prés à perte de vue, des vergers prolifiques et du bétail béat, des fermes mafflées et antiques, tout ce par quoi les ouvriers ne se sentaient pas concernés.

Challah la danse est le roman vrai d'un microquartier ouvrier, inspiré par des épisodes de l'enfance de Dalya Daoud. Bassou, gamin kabyle, tient d'elle par de nombreux aspects. Il est taraudé par l'assignation à des identités. Dalya Daoud en dit : « C'est un petit plouc de la campagne quand on va en banlieue, et un petit rebeu de cité dans le village où il grandit. » Elle ancre son texte dans un « Lotissement » avec un L majuscule. « On disait ça : on rentre au Lotissement, on va au Lotissement. » Tunisiens, Algériens, Espagnols y vivent dans des préfabriqués sonores et travaillent dans l'usine de textile en contrebas. Autour de cette « force laborieuse » gravitent agriculteurs, petits commerçants et le maire, tous habitants du Village dans les hauteurs. Le Lotissement est en dessous, près des champs.

« AMAZIGHS D'ORIGINE PAYSANNE »

Dalya Daoud grandit au cœur d'une petite cité ouvrière, non loin de Lyon. Ses parents, Algériens des Aurès arrivés en France après l'indépendance, sont « amazighs d'origine paysanne ». « Vivant au village, ils n'ont pas été dépayés. » « Tous les Arabes n'ont pas vocation à vivre en cité. Ce n'est pas leur environnement naturel ! » Le roman traite de l'immigration sous un angle peu connu : « Nous ne sommes pas en bas des tours mais dans la périphérie de la périphérie, en pleine cambrousse. » La voiture est indispensable. « Si la colère des gilets jaunes est née de l'impossibilité à payer son essence, mon sujet c'est aussi l'éloignement. » En brefs chapitres de trois pages, le roman se présente comme une fresque courant de la fin des années 1960 à la fin des années 1990.

« Un prof de lettres, à qui j'avais parlé de mes velléités d'écriture, m'avait prévenue

qu'il serait difficile d'accéder à la publication pour quelqu'un comme moi. » « J'ai cru qu'il parlait de mes origines ploucs. Je n'étais ni de la ville ni d'une classe sociale suffisamment élevée. » Dans l'éventail de singularités déployées, ressort la famille kabyle des Benbassa. Lalla, la mère, donne son titre à l'ouvrage : *Challah la danse*. Volcanique, porteuse de déceptions, elle tord les fesses et se défoule dès qu'elle peut. Hormis ces moments d'exubérance, les personnages demeurent discrets. Tous aspirent à s'intégrer. « Pas seulement à la France mais à son image d'Épinal : le village, son clocher, ses pâturages. »

Son livre est dûment informé. Il y a les enfants, nés en 1960, les parents, dont certains ont grandi en France et d'autres sont arrivés au moment de l'indépendance algérienne. Toute l'Histoire est passée au crible d'anecdotes significatives prises dans le temps. « Ces gens partent peu au bled. L'été ils travaillent. Ils cueillent de la cerise. La région est un haut lieu de production. » Quant aux jeunes, c'est au bureau de poste, ou à décaillouter le cimetière des animaux... « On est loin du cliché de l'émigré qui attend les allocs. »



BÉNÉDICTE ROSCOT

Une histoire bâtie brique après brique

Élevée dans un lotissement de la campagne lyonnaise, **Dalya Daoud**, également journaliste, renouvelle avec éclat, à partir de récits familiaux, la taraudante question des identités issues de l'immigration.

Rédactrice en chef, douze ans durant, de Rue89Lyon, Dalya Daoud a arrêté le journalisme il y a un an, pour se consacrer à plein temps au roman. « J'ai travaillé sur mon plan durant douze mois. Les choses se sont construites brique après brique. » Née dans les années 1980, elle a suivi, en tant que boursière, des études de lettres modernes à la fac de Lyon. DESS en poche, elle tape à la porte du Progrès. Elle y couvre les faits divers, devient pigiste, s'oriente vers la culture et la politique. Elle a été aussi vendeuse de lingerie, serveuse dans un restaurant gastronomique, ouvrière en usines, cheffe de la rubrique musique au Figaro Lyon.

L'Algérie ? Elle y a mis les pieds à 25 ans. « Une amie faisait son mémoire sur Albert Camus. Un colloque était organisé à Alger, mais Alger ce n'est pas mes origines. » Cette année, elle est allée dans les Aurès, en famille, sur les traces des aînés. Elle a découvert Colette « tout récemment », une « merveille ». Elle lit volontiers des autrices contemporaines comme Céline Minard, Noémie Lefebvre, Julia Deck, Ève Guerra, Elitza Gueorguieva et Dahlia de la Cerda... ■

MURIEL STEINMETZ

Dalya Daoud sera présente au Village du livre de la Fête de l'Humanité, le vendredi 13 septembre, à 17 heures.

« On est loin
du cliché de
l'émigré qui attend
les allocs. »

Demain : *Mythologie du .12*,
de Célestin de Meeûs.
Retrouvez nos séries d'été
sur www.humanite.fr

Carnet

Marie-Rose Pineau, militante de l'Humanité



Marie-Rose Pineau est décédée à l'âge de 98 ans. Elle avait consacré trente-six ans de sa vie professionnelle à son journal, l'Humanité. Retraitée, elle avait continué à se battre pour son existence. Membre fondatrice des Amis de l'Humanité, elle fut leur première trésorière. Née à Tulle (Corrèze) le 21 septembre 1925, Marie-Rose y fit ses études jusqu'à l'obtention du baccalauréat. Boursière, elle fut étudiante à Paris, au lycée Fénelon, en hypokhâgne et en khâgne. Elle obtint ensuite une licence de lettres classiques à la Sorbonne.

En 1946, elle adhéra au Parti communiste français. Elle fut notamment membre du comité de section de Nanterre (Hauts-de-Seine). Rédactrice du journal local, l'Éveil de Nanterre, elle avait intégré la rédaction de l'Humanité en avril 1950. D'abord journaliste à la rubrique « Front du travail », avant de devenir responsable de la rubrique politique, elle mena de nombreuses enquêtes et reportages sur le monde du travail. Elle publiera d'ailleurs, en 1973, les OS, dans lequel elle relatait la dure condition du travail à la chaîne et les mobilisations ouvrières. En 1964, elle avait été nommée au poste de secrétaire générale de la rédaction, où elle s'employa au rajeunissement et à la féminisation de la rédaction. En mai 1976, elle devint la première femme administratrice de l'Humanité. Elle fut également vice-présidente du Syndicat de la presse parisienne et la première femme élue au bureau de la Fédération de la presse. Après sa retraite en 1986, elle s'investit dans la vie démocratique de

Nanterre (Hauts-de-Seine), dont elle fut maire adjointe jusqu'en 1995. Le 31 janvier 2000, elle s'était vu remettre l'insigne de chevalière de la Légion d'honneur des mains d'Edmonde Charles-Roux, qui avait salué « une femme volontaire, une femme de responsabilité ». Fabien Gay, directeur du journal, a rendu hommage à « une grande figure de l'Humanité », tandis que l'ancien secrétaire général Richard Béninger a honoré sa prédécesseure à cette fonction, qui n'a eu de cesse de « défendre le pluralisme ». Pour Patrick Le Hyaric, « croiser Marie-Rose Pineau, c'était rencontrer une femme de cœur, une dirigeante communiste de haute qualité portant une profondeur de réflexion ». Les obsèques de Marie-Rose Pineau auront lieu mardi 20 août, à 10 heures, au crématorium du Mont-Valérien (rue du Calvaire, à Nanterre). L'inhumation aura lieu au cimetière du Mont-Valérien à 14 h 30 (ni fleurs ni couronnes). L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et ses proches.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72

Service aux abonnés
Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance.
Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur

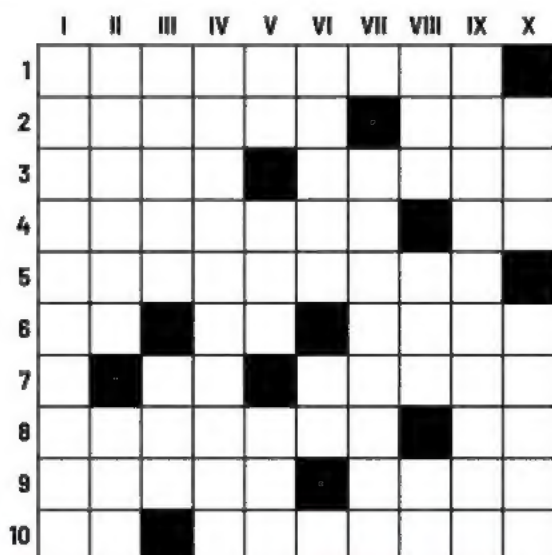
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux
SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-8870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 13 août 2024
35 396 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IF06. Eutrophisation Ptot : 0,01 kg/tonne.



MOTS CROISÉS N° 24 008 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. On y déguste avec plaisir des matefaims. 2. Prochain. Musique populaire. 3. Il est parfois le propre de l'homme. Joutes. 4. Bourriques. Zeus l'envoya paître. 5. Hommes. 6. Existes. Forte carte. Biaisa. 7. Du premier janvier au trente et un décembre. Principalsatellite de Saturne. 8. Mise au fait d'une science. Un nouveau qui sait déjà se faire entendre. 9. Fromages blancs. Tribunal

VERTICALEMENT

I. Enduit de sucre fondu. II. Décombres. Après déduction des frais. III. Dispositions des lieux dans un domicile. Mélodie. IV. Urgentes. V. Dupé. Situé. Baie du Japon. VI. Marquée par les pattes-d'oie. Règle. VII. Elle prête de l'argent à un taux abusif. VIII. Époque. Période chaude. Noir c'est le pétrole. IX. Qu'il n'est pas facile de tenir propre. X. Unité de sensibilité des émulsions

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Crêperies. 2. Autrui. 3. Rire. 4. Duels. 5. Messieurs. 6. Es. 7. An. 8. Rusa. 9. Sères. 10. Et. Sèvres. VERTICALEMENT. I. Caramélisé. II. Ruines. Net. III. étres. 4. R. Eu. Sis. 5. VI. Ridée. Té. 7. VII. Usurière. VIII. ére. Rut. Or. IX. Salissante. X. Iso. années.

Une HISTOIRE POPULAIRE des JEUX OLYMPIQUES

JE COMMANDE *

le hors-série Une histoire populaire des jeux Olympiques au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port **, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €

Total de ma commande €

PRÉNOM
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

Sur une enluminure aux couleurs vives, une femme dispense un cours à des hommes. Cette scène moyennâgeuse non conventionnelle pour son époque illustre bien la vie hors normes de la poétesse et écrivaine Christine de Pizan. Première femme de lettres française à vivre de sa plume, l'érudite née vers 1365 à Venise a toujours été avant-gardiste. Son père, Thomas, médecin et conférencier en astrologie, proche du roi de France Charles V, décide de pousser son instruction au maximum. La jeune fille noble qui vit à la cour fait vite preuve d'un certain talent pour la littérature. À 15 ans, elle est mariée à un homme plus âgé choisi par son père. La légende veut que son union fût heureuse... Mais, en quelques années, sa vie bascule. Elle perd une partie de ses appuis royaux. Son père et son époux décèdent.

Dénonciation des infanticides, illégalité du viol : elle n'hésite pas à mettre en mots certains tabous.

Désargentée, seule avec trois enfants, une mère et une nièce à charge, passé le temps de la déprime, elle entre dans une frénésie d'écriture qui lui permettra de sortir financièrement la tête de l'eau. Des traités militaires, moraux, philosophiques, en prose ou en vers, en passant par les autobiographies, aucun style ne lui échappe. Dans un exercice réflexif, elle rédige, entre 1400 et 1403, le *Livre de la mutation de fortune*, récit émancipateur d'une femme transformée en homme à la mort de son mari, qui est aussi un des premiers écrits sur le changement d'identité sexuelle.

LA CONNAISSANCE, UN TRÉSOR

L'autrice qui mène sa barque seule, et le revendique, est regardée avec méfiance. D'autant qu'elle n'hésite pas à mettre en mots certains tabous d'une société corsetée par le patriarcat : la dénonciation des infanticides, des violences des hommes envers les femmes, l'illégalité du viol... Ses œuvres, parfois à contre-courant, rencontrent pourtant un grand succès. « Elle utilise par exemple le genre de la chanson pour parler des veuves dont le sort n'intéressait personne : elle fait entrer ce sujet en littérature, alors qu'il n'existait pas dans la production contemporaine. Elle voulait avoir un impact social sur le monde qui l'entourait, et pas simplement un impact esthétique », explique Sarah Delale, maîtresse de conférences en littérature médiévale interrogée par France Culture. Son chef-d'œuvre de 1405, la *Cité des dames*, pose une pierre féministe bien avant l'heure. S'érigeant contre l'océan d'écrits misogynes, elle se donne pour

La plume féministe avant MeToo

Christine de Pizan Écrivaine et poétesse à une époque où les femmes étaient cantonnées au foyer, elle fut, au Moyen Âge, la première femme de lettres française à vivre de ses écrits.



mission de défendre ses congénères en imaginant une ville fortifiée allégorique dominée par des femmes intelligentes, prétexte pour revenir au passage sur l'histoire de personnages féminins illustres. Christine de Pizan revendique plus que tout l'éducation pour les petites filles, alors préposées aux tâches domestiques et destinées au mariage, pour qu'elles aient accès « aux plus beaux trésors » que sont les connaissances. Admirative, Simone de Beauvoir résume ainsi son ambition dans le *Deuxième Sexe* (1949) : « Pour la première fois, on voit une femme prendre la plume pour défendre son sexe. » Cette vision révolutionnaire n'est pas dénuée d'un conservatisme lié à son époque, Christine de Pizan vante également la vertu nécessaire des femmes. Elle termine sa vie dans un couvent. Une fois pour toutes soustraite au regard des hommes. ■

CÉCILE ROUSSEAU

Demain : Gabriela Mistral.
Retrouvez les épisodes précédents
sur www.humanite.fr

Née vers 1365
à Venise (Italie),
l'érudite est l'autrice,
entre autres, du *Livre
de la mutation de fortune*
et de la *Cité des dames*.

« Dames d'honneur, veillez à votre renommée »

« Dames d'honneur, veillez à votre renommée,
Par pitié, fuyez ce qui est contraire
À bon renom, de peur d'être blâmées.
Ne songez pas à nouer des amitiés
Qui vous exposeraient aux commentaires,
Feraient juger frivoles vos manières,
Et croire que vous agissez à la légère.
De ces méchantes langues il faut vous méfier.
Car vous vaudrait de vous croire bien aimées
De plusieurs, pour récolter en salaire
Le déshonneur de paroles semées
En mille lieux : il y aurait dans votre affaire
De la légèreté. Aussi est-il nécessaire
De vous souvenir, sans vous y précipiter,

Des erreurs que souvent folie fait faire.
De ces méchantes langues il faut vous méfier.
D'un esprit acéré soyez donc armées
Contre ceux qui s'efforcent de soustraire
Votre honneur, et par qui diffamées
Êtes souvent sans cause, qui pour vous plaire
Contrefont les courtois. Je ne puis me taire
Car j'entends souvent vous blâmer
Ceux dont vous vous entourez. Il faut vous en défaire,
De ces méchantes langues il faut vous méfier.
Dames d'honneur, sans vouloir vous déplaire,
Je vous conseille que de vous vous écartiez
Les imposteurs, croyez-moi, sans colère,
De ces méchantes langues il faut vous méfier. »

Féministe avant l'heure, elle adhère au PCF en 1935. Quand éclate la guerre, elle entre dans la Résistance.

Combien furent-elles, ces femmes, à résister contre l'occupant allemand ? Des milliers, anonymes pour la plupart ou, tout au moins, inconnues du grand public. Comme Yvonne Dumont. Une jeune femme qui rêvait d'être institutrice et se retrouva héroïne de la Résistance.

Née en 1911 à Paris dans une famille ouvrière, Yvonne Dumont grandit au Havre (Seine-Maritime). Elle travaille d'abord aux PTT avant d'entrer à l'éducation nationale (alors appelée instruction publique), en 1929. En 1935, elle adhère au Parti communiste. Féministe avant l'heure, elle s'engage dès cette époque en faveur du droit des femmes à l'égalité. Quand éclate la guerre, son engagement s'en trouve renforcé.

1941, DÉBUT DE LA CLANDESTINITÉ

Très vite, la Résistance s'impose à elle comme une évidence. Pour ne pas éveiller les soupçons et mener à bien ses actions clandestines, elle continue d'observer la même routine dans son quotidien d'institutrice, près de Rouen. Jusqu'à ce fameux 20 juin 1941. Ce jour-là, alertée par la directrice de l'école où elle enseigne, elle échappe in extremis à l'arrestation. Elle a juste le temps de sauter par la fenêtre et de s'enfuir à bicyclette. Elle plonge alors dans la clandestinité. Elle est d'ailleurs condamnée par contumace à dix ans de travaux forcés par la cour spéciale de Rouen.

La jeune femme continue néanmoins de sillonner la Seine-Maritime et l'Eure, livrant tracts et armes, réceptionnant du matériel de propagande acheminé depuis Paris. Quand l'étau se resserre, à la fin de l'année 1941, elle quitte la Normandie pour Paris, où elle retrouve Danielle Casanova dans l'action en faveur des femmes. À la demande de cette dernière, elle anime les comités féminins de la Résistance.

« Il fallait donc se préoccuper de ces femmes, empêcher qu'elles acceptent la

“fatalité” de cette situation. Il fallait les informer, leur expliquer les raisons de leurs malheurs et, en même temps, leur faire entrevoir la sortie du tunnel dont le chemin obscur serait sans doute long et tortueux, semé d'embûches et de sacrifices. Pour cela, avec elles, à partir de ce qu'elles vivaient et pour des objectifs en apparence terre à terre, commencer à protester, à agir », témoignera plus tard Yvonne Dumont, illustrant la volonté des communistes, sous l'Occupation, de mobiliser les femmes.

La zone d'activité d'Yvonne Dumont s'étend, au fil du temps, de la Normandie à la Picardie, mais aussi au Sud-Ouest et à l'Ouest. Elle prendra tour à tour plusieurs pseudonymes – Jeannette, Annick, Arlette – pour mener à bien ses missions. Après avoir accouché de sa fille Catherine dans des conditions périlleuses en 1943, elle reprend ses activités, déterminée à participer à l'écrasement du fascisme et à la libération de la France. Elle prend ainsi part à la fondation de l'Union des femmes



En 1947, discours devant l'hôtel de ville de Paris pour l'amélioration du ravitaillement.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO/GETTY IMAGES

françaises (UFF), où elle a la charge de l'assistance française, destinée à secourir les prisonniers et les familles de victimes de la répression vivant dans le dénuement.

ELLE DEVIENT SÉNATRICE EN 1946

Dans un rapport du 1^{er} mars 1943, les Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris constatent que « le même effort de propagande est tenté parmi les femmes afin de les amener à constituer des “comités féminins” et des “comités de défense de la famille”, sous couvert desquels (il serait question de) les entraîner à l'action pour empêcher leurs mari, père, fils, frères et fiancé de partir pour l'Allemagne. (Il serait question) également de les amener à manifester dans les mairies pour exiger un meilleur ravitaillement, des vêtements et des chaussures pour les enfants. » Quelques mois plus tard, en décembre, d'autres rapports confirment l'inquiétude des Renseignements généraux : « Les communistes (...) persistent à penser que l'agitation parmi les femmes peut avoir, dans les circonstances actuelles, une importance considérable en raison des domaines où elle peut s'exercer et aussi de la combativité dont les femmes font preuve “lorsqu'elles sont engagées dans l'action”. Dans ce but, (il est conseillé) à leurs responsables d'apporter tout leur concours à l'action féminine en prenant soin de ne pas engager seulement les femmes communistes, mais le plus grand nombre possible de ménagères apolitiques. (...) Il importe donc de provoquer sur les marchés, dans les salles de spectacle, etc., des manifestations d'apparence spontanée et de les étendre ensuite. »

En juillet 1944, Yvonne Dumont est envoyée dans le Nord et le Pas-de-Calais pour structurer les comités régionaux et départementaux de l'UFF. De retour à Paris le 21 août, elle dirigea le poste de commandement de l'UFF sur la rive droite pendant les combats pour la libération de la capitale. En 1946, elle est nommée par l'Assemblée nationale au Conseil de la République, qui deviendra plus tard le Sénat, dont elle restera membre jusqu'en 1959. Une longue vie de militantisme et d'engagement pour la liberté et la cause des femmes. ■

ALEXANDRA CHAIGNON

YVONNE DUMONT

L'institutrice devenue héroïne de l'ombre

Demain : **Claude Madenba Sy**
Retrouvez les épisodes précédents
sur www.humanite.fr